14e année
numéro 277

# la révolution prolétarienne

25 Août 1938
prix : 2 francs

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

Dégonflage !
par Robert LOUZON

Sur Cronstadt 1921
par Victor SERGE

Clan des Ya ? Clan des Da ?
par Edouard BERTH

En lisant le rapport moral...
par M. CHAMBELLAND

Pour la démocratisation de l'élection des Commissions administratives
par Clément DELSOL

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs
par André LAVENIR

Explication de vote
par U. THEVENON

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

*Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire*
(Paraissant le 10 et le 25)

●

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

| | |
|---|---|
| Trois mois | 10 fr. |
| Six mois | 20 » |
| Un an | 40 » |

EXTERIEUR

| | |
|---|---|
| Trois mois | 13 fr. |
| Six mois | 26 » |
| Un an | 50 » |

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris


## Sommaire du N° 277

(25 août 1935)


Clan des Ya? Clan des Da? ..... Edouard BERTH.
Sur Cronstadt 1921 — et quelques autres sujets... ..... Victor SERGE.

**Notes d'économie et de politique**

Dégonflage! — Quel était le traître? — Ploutodémocratie? — Non, ploutocratie seulement. — 5% de dévaluation du franc sont un minimum. — 23 milliards d'impôts et 25 milliards d'emprunts ..... R. LOUZON.

**La Renaissance du syndicalisme**

Le syndicat des correcteurs et le prochain congrès de la C.G.T.
La quinzaine : En lisant le rapport moral. — L'attaque brusquée des radicaux ..... M. CHAMBELLAND.
Avant le congrès de Nantes [Libre discussion] : Pour la démocratisation de l'élection des Commissions administratives ..... C. DELSOL.
Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs... ..... André LAVENIR.
Explication de vote... ..... U. THEVENON.

**Livres, Revues et Journaux**

Roger Martin du Gard : L'Eté 1914 . B. GIAUFFRET.

**Centre d'action syndicale contre la guerre**

Le geste quotidien.
**Les amis de Paul Dussac. —**
**Pour le respect du Droit d'asile. —**


## La Ligue Syndicaliste

*La Ligue Syndicaliste se propose:*

*De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;*

*De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;*

*De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*


Pour faire connaître la vérité

M. Chambelland

**Les deux grandes duperies du Statut moderne du travail**

*Une brochure qu'il faut répandre par dizaines de milliers d'exemplaires.*

*Pas plus chère qu'un journal*

**50 centimes**

22 francs les 50; 40 francs les 100; 175 francs les 500.

# Clan des Ya ? Clan des Da ?

Le 25 juillet 1937, dans ses « Notes d'Economie et de politique », toujours si substantielles, Louzon écrivait que « l'Angleterre commençait à abattre son jeu ». Et ce jeu consistait à se servir de Mussolini et d'Hitler, comme soldats, pour assurer le triomphe du fascisme espagnol. Il disait : « L'Angleterre, ayant raté son pronunciamento Sanjurjo, qui aurait dû réussir en vingt-quatre heures, comme avaient réussi les coups d'Etat de Salazar au Portugal et de Metaxas en Grèce, et ne pouvant soutenir ouvertement le successeur de Sanjurjo dans la dure lutte qui s'annonçait, eut cette habileté suprême : faire de l'Allemagne et de l'Italie ses soldats sur la terre d'Espagne; ce seraient des adversaires eux-mêmes qui auraient la charge de faire réussir sa propre entreprise! L'Angleterre continuerait à fournir le nerf de la guerre, l'argent, par l'intermédiaire de sa fidèle France, — qui ne demanderait pas mieux, car Paris aussi a sa Cité — elle empêcherait également l'Espagne républicaine de toute aide extérieure; mais le reste serait l'affaire d'Hitler et de Mussolini; ce sont eux qui auraient la charge de fournir matériel, techniciens, soldats. Puis, quand le moment décisif arriverait, lorsqu'il semblerait que Franco tient la victoire, alors que, toutes gonflées de leur importance, Allemagne et Italie prétendraient tirer profit de la victoire commune, l'Angleterre s'empresserait d'apparaître comme le meilleur ami de Franco et, grâce à l'habileté de son Foreign Office, si supérieure à celle des deux dictateurs, et, au besoin, par l'affirmation de sa force militaire, elle parviendrait à éliminer les deux lourdauds et à faire de Franco son « puppet » exclusif, à l'égal de Salazar et de Metaxas déjà nommés. Le but poursuivi par le coup d'Etat du 19 juillet serait donc, par un assez long détour, finalement atteint. Plan à la fois simple et diabolique, tout à fait dans la tradition de la diplomatie britannique, qui a toujours cherché des soldats sur le continent, mais qui demande une habileté extraordinaire pour réussir... sans casse... Politique d'une remarquable habileté, je le répète, qui n'a pu être conçue et ne peut être tentée d'être réalisée que par la plus habile diplomatie du monde, celle que, seul, un siècle et demi de domination bourgeoise a pu forger. Mais, si grande soit-elle, l'habileté ne peut rien contre la force. La Grande-Bretagne est-elle maintenant assez forte pour imposer ses habiletés? Franco vainqueur, l'Allemagne et l'Italie accepteraient-elles, sans briser les vitres, d'avoir seulement tiré les marrons du feu pour le compte de l'Angleterre ? Tel est l'enjeu de la formidable partie diplomatique qui, à l'heure actuelle, s'engage. »

Ces lignes, remarquables de perspicacité, ont été écrites, je le répète, en juillet 1937. Depuis, les événements n'ont fait, en somme, que les confirmer. Franco semble approcher de la victoire et Chamberlain, Eden éliminé, n'a fait que continuer à abattre le jeu de l'Angleterre, qui, obstinée à poursuivre sa politique de non-intervention, si néfaste à l'Espagne républicaine, songe de plus en plus à se substituer, auprès du dictateur espagnol, aux deux *Ratons* qui ont pour elle tiré les marrons du feu. Mais la question se pose, aussi, de plus en plus, de savoir qui, de l'habileté ou de la force, va triompher : Hitler et Mussolini n'auront-ils, finalement, été que... deux lourdauds ? La « formidable partie diplomatique engagée » se précise de plus en plus; elle devient de plus en plus serrée; l'axe Paris-Londres et l'axe Rome-Berlin s'affrontent et se sondent de plus en plus près; ils se défient : après le voyage Daladier-Bonnet à Londres, voici Hitler à Rome et sa réception triomphale; *l'Anschluss* s'est réalisé, et Chamberlain n'a pas bougé; Prague est clairement menacée; mais l'Angleterre *surarme* à outrance et attend, sans doute, de pouvoir ajouter la force à l'habileté. Qui donc va l'emporter, du *clan des Ya* ou du *clan des Da* ? De l'impérialisme plouto-démocratique ou de l'impérialisme militaire et totalitaire, qui va sortr vainqueur ? On ne peut encore rien dire, à l'heure actuelle, de tout à fait certain : l'Angleterre, pays classique du capitalisme classique, qui a toujours eu pour tactique de laisser ses adversaires s'avancer jusqu'à un certain point, et... s'enferrer, attend-elle d'être assez réarmée pour tomber sur eux et les abattre, une fois de plus ? On dit qu'elle est en décadence et que le vieux lion britannique est fatigué. Voire. Ce n'est peut-être qu'une apparence. Gare à Hitler et à Mussolini, qu'ils ne triomphent pas trop tôt ! Les *réveils* du vieux lion, qui semble parfois endormi, ont toujours été terribles : Napoléon, Guillaume II, ne l'ont que trop éprouvé; attendons le « coup de patte » final ! La guerre de 1914-18, la « grande guerre », s'est terminée par le triomphe des « gros capitaux » : l'Angleterre, les Etats-Unis et la France, les trois grandes « plouto-démocraties », ont écrasé l'Allemagne féodale et militariste; celle-ci s'est redressée, en vingt ans, sous la forme de l'Allemagne hitlérienne, à qui s'est adjointe l'Italie fasciste; une nouvelle « grande guerre » est, de nouveau, en perspective; les destins du monde vont se décider : l'Or va-t-il, une fois de plus, l'emporter sur le Sang et le Fer? L'Ancien Régime, qui ressuscite sous un aspect passablement paradoxal, l'aspect national-socialiste, va-t-il revivre et éliminer le monde moderne, c'est-à-dire le monde de la bourgeoisie dite libérale et démocratique? La question est posée; les dés sont jetés; à côté de l'Or et à côté du Sang et du Fer, il y a bien un troisième facteur, le Travail, c'est-à-dire le socialisme, le monde prolétarien, la civilisation des Producteurs; mais ce monde semble, une fois encore, disparaître derrière les deux autres, l'Ancien réviviscent et le Nouveau toujours prédominant. Il n'est pas encore assez fort pour les évincer l'un et l'autre; il va encore se subordonner au deuxième, pour empêcher le premier de réapparaître sur la scène historique. *Clan des Ya* ou *clan des Da* ? Mais, dans l'un et l'autre cas, on peut bien le dire aux prolétaires : *Ave, Cesar, morituri te salutant!* Et ce sera, encore une fois, l'ajournement *sine die* de la Révolution prolétarienne proprement dite !

⁂

Cette hypothèse de Louzon voyant dans Hitler et Mussolini deux lourdauds, qui joueraient vis-à-vis de la « perfide Albion » le rôle de simples Ratons, est bien réjouissante et ce serait le cas, ou jamais, de parler de « l'ironie de l'histoire » : la Ruse aurait-elle donc, une fois de plus, raison de la Force — la Ruse subtile et roublarde, appuyée sur une expérience consommée, de la Force stupide et brutale, qui se croit toujours le dernier mot de tout et n'est, le plus souvent, qu'étourdie et si... jeune ? Mussolini se prend assurément pour un nouveau Machiavel, capable de rouler tout ensemble ennemis et associés : s'il n'était finalement qu'un Jobard, roulé lui-même par l'Angleterre bien plus sûrement machiavélique que le primaire excité et l'histrion mégalomane, admiré par nos candides (?) nationaux, le spectacle serait assez

drôle et vaudrait son pesant d'or. N'est-ce pas, Monsieur de Kérillis ? Quant à Hitler, que Bernanos rapproche, à juste titre, de Luther dans ce pamphlet désormais fameux, que sont ses *Grands cimetières sous la lune* et qui est un formidable pavé dans la mare aux grenouilles pro-fascistes, à la fois si sottes et si... canailles, il serait, certes, non moins amusant de voir ce nouveau « Fléau de Dieu », envoyé tout exprès, croit-il, par la Providence pour écraser l'Hydre communiste, tomber finalement, lui aussi, dans les rets de la « vieille fille » — méprisée par nos soudards — qu'est la Grande-Bretagne. Buré pourrait dire, une fois de plus, lui pour qui la psychologie de l'Allemand n'a pas de secrets, que l'Allemagne lourdaude a manqué, comme toujours, de «flair psychologique»! Nos « nationaux » qui ne pensent qu'à leurs intérêts de bourgeois, veulent se mettre bien avec Franco, pour essayer, sans doute, de participer au « jeu anglais », et l'on se demande ce qu'est allé faire en Espagne franquiste notre « vieux Charles », chef du nationalisme intégral. Est-ce avec l'agrément de Daladier et chargé d'une mission secrète ? Maurras a toujours détesté la Germanie et les Germains; en sa qualité de *Latin* cent pour cent, il considère l'Allemagne luthérienne comme l'incarnation même du Mal en ce monde et il a pour elle toute la haine recuite que peut concevoir un libertin de la Renaissance pour un huguenot, un *lettré* pour un *barbare*, un *immobiliste quiétiste* pour le pays du Devenir. Il ne serait donc pas trop étonnant, s'il avait accepté de faire, au nom du gouvernement français, qui vient de resserrer son alliance avec Londres, une démarche auprès de Franco, dans l'espérance de détacher celui-ci d'Hitler : il aurait ainsi satisfait une passion personnelle et rendu un service de plus à cette République bourgeoise et capitaliste, qu'il fait profession de vouloir renverser, au nom d'un royalisme de plus en plus suspect et, d'ailleurs, désavoué par les Princes eux-mêmes. Il est, au surplus, de ces nationaux français qui feraient n'importe quoi pour se concilier les bonnes grâces de Benito, ce Latin césarien, et son *Action Française* a pu, parfois, sembler beaucoup plus italienne que française! L'homme « au couteau de cuisine » croit même, dur comme fer, qu'il a empêché la France de faire la guerre à l'Italie ! Mais son *cher* Mussolini, qui a laissé faire l'*Anschluss* et abandonné l'Europe centrale et orientale au bel Adolf, se soucie bien des courbettes de notre « vieux Charles » et de ses passions... littéraires. Il a lié son sort à celui du *barbare*, ils se sont partagé le monde; et il était écrit, d'ailleurs, que l'Allemagne et l'Italie, ayant fait concurremment leur unité au XIXe siècle et trouvé la place prise par l'Angleterre et la France capitalistes trop grande pour leur appétit de jeunes *loups* faméliques, devaient entrer en conflit avec ces deux démo-ploutocraties; l'axe Rome-Berlin est aussi inéluctable et aussi *donné* par des nécessités historiques invincibles que l'axe Paris-Londres. Ces deux axes se heurtent en Espagne, il s'agit seulement de savoir lequel des deux l'emportera auprès de Franco, et si l'Angleterre, suivie docilement par la France, aura plus de poids auprès de lui avec ses capitaux que nos deux lourdauds avec leurs soudards. Comme il est certain, s'il triomphe, qu'il aura besoin d'argent pour restaurer ce qu'il a si sauvagement détruit, et qu'Hitler et Mussolini sont bien incapables de lui avancer le moindre maravédis, la question peut se poser. Encore une fois, l'Or l'emportera-t-il sur le Sang et le Fer ? A notre époque... capitaliste, où le capitalisme se sent menacé par la Révolution, l'opposition des deux axes ne peut d'ailleurs être que... superficielle; Hitler et Mussolini ont lancé et soutenu Franco, autant qu'ils ont pu, mais l'Angleterre et la France ne l'ont pas moins aidé par leur politique de non-intervention; avant tout, il fallait empêcher la Révolution espagnole de triompher sous la forme libertaire, qui lui est propre; Staline lui-même a concouru à cette besogne de salubrité... bourgeoise. Il ne s'agit, au fond, que de savoir comment le capitalisme se sauvera le plus sûrement — par la méthode fasciste ou par la méthode soi-disant libérale; Hitler et Mussolini ont déclaré solennellement, qu'ils ne toléreraient pas une Espagne... bolchevisée; mais il est sûr que Londres et Paris n'en veulent pas non plus. Il ne peut s'agir d'ailleurs de « bolchevisme » en Espagne, mais d' « anarchisme »; or, *l'anarchisme*, pour Paris et Londres, comme pour Rome et Berlin, c'est bien pis que le bolchevisme, que Staline a... césarisé; car, comme dit Proudhon, *anarchie* ou *césarisme*, tel est le dilemme implacable, dans lequel le monde moderne est enserré, et le *césarisme* peut revêtir des formes diverses, être plus ou moins « ancien Régime » ou « régime moderne », fasciste, autrement dit, ou plouto-démocratique; l'essentiel, c'est que le capitalisme se maintienne et que le prolétariat révolutionnaire soit écrasé !

⁂

Il n'est donc pas probable que Hitler et Mussolini ne seront, finalement, que deux lourdauds, deux *Ratons*, ayant tiré les marrons du feu pour l'Angleterre. Entre l'axe Londres-Paris et l'axe Rome-Berlin, il ne s'agit pas d'en arriver à l'extermination réciproque, mais il s'agit de *composer* : tel est le sens de la politique de Chamberlain, c'est-à-dire de l'Angleterre conservatrice, de l'Angleterre... éternelle. L'Allemagne et l'Italie sont parvenues tard « au banquet de la vie »; elles veulent prendre place au festin du monde, à côté des « démo-ploutocraties », déjà nanties; elles ont achevé leur unité nationale et porté chez elles la notion centralisée de l'Etat moderne à sa perfection historique, comme l'ont fait, avant elles, l'Angleterre et la France; il ne s'agit plus maintenant que d'aboutir à un nouveau partage du monde, à une « composition »; elles montrent pour cela les dents, elles s'arment et se militarisent à outrance, mais c'est pour qu'on leur consente leur place, car on n'a jamais — n'est-ce pas ? — écouté les réclamations des faibles ni fait droit, de bonne grâce, à leurs revendications; il faut étaler sa force, pour ne pas avoir, comme dit l'autre, à s'en servir. L'Allemagne et l'Italie, malgré leurs rodomontades, savent bien qu'elles ne sont tout de même pas en état de tenir tête au groupe des « plouto-démocraties » qui possède capitaux et matières premières; et l'Angleterre, comme la France, savent aussi qu'elles ne sont plus à même de garder pour elles *tout le gâteau*. Il faut donc en venir à composition, d'autant plus qu'à l'horizon, il y a toujours, pour l'un et l'autre des deux axes, le péril révolutionnaire et que risquer une nouvelle « grande guerre », dans la situation présente du monde, c'est vraiment jouer beaucoup trop gros jeu. Les Etats totalitaires affichent des visées anticommunistes; et il est bien certain que, derrière cette « prétention » à la « *croisade anticommuniste* », ils poursuivent des buts très nationaux et très impérialistes; mais ils savent très bien aussi qu'une guerre, pour les régimes dictatoriaux, est une terrible épreuve, qui tourne généralement assez mal : la Révolution en sort assez souvent; et l'Allemagne, comme l'Italie, n'ont pas oublié, tout de même, avoir été *à deux doigts de la « bolchevisation »*. Elles font donc du « chantage à la guerre », sans avoir vraiment l'in-

tention de passer à l'acte, *sauf absolue nécessité.* Et nos « Etats démocratiques » ne désirent pas davantage en venir à l'extrémité fâcheuse d'un conflit réel ! Ils pratiquent, eux aussi, le « chantage au péril extérieur », pour maintenir leur cohésion nationale et réincorporer un prolétariat toujours trop disposé à la scission. Nos deux axes ne désirent donc nullement se battre; ils sont tout disposés, au contraire, à «composer», mais... après s'être fait *chanter* l'un l'autre le plus longtemps qu'ils pourront, pour avoir, d'abord, à céder le moins possible et *contenir,* ensuite, pendant tout ce temps, leurs révolutionnaires, par la menace de guerre : c'est une tactique excellente, et qui n'a jusqu'ici que trop bien réussi. Le capitalisme n'en est plus à la période ascendante; il est même entré en crise chronique; les débouchés se font rares; il n'y a plus grand'chose à conquérir; l'heure du partage a sonné.

L'affaire espagnole met tout cela en pleine lumière; car il est évident que les deux axes ne voulaient, ni l'un ni l'autre, laisser les « anarcho-syndicalistes » triompher en Espagne. L'Angleterre conservatrice ne désirait pas plus que Hitler ou Mussolini que la Révolution s'installât à Madrid-Barcelone; mais elle ne pouvait *ouvertement* soutenir Franco, à cause d'une opinion travailliste-libérale assez remuante; Eden, pas plus que Chamberlain, ne voulait du « bolchevisme » en Ibérie. Et la France de Blum et du Front populaire n'en voulait pas davantage : d'où la politique de non-intervention, inaugurée dès août 1936, soi-disant pour éviter la guerre, en réalité pour laisser écraser, en douce, la Révolution espagnole. Et cette farce... tragique mais ignoble, continuera jusqu'au triomphe de Franco, inclusivement, puisque Mussolini et Hitler sont laissés libres de soutenir, par leur soi-disant volontaires « en service commandé » et un abondant matériel de guerre, ledit Franco. La Russie dite des Soviets a donné son aide, affirme-t-on, à Madrid, qui, sans ce secours, aurait succombé; oui, sans doute, nos staliniens ont coopéré à la Révolution espagnole, mais à peu près comme la corde soutient le pendu : leur intervention lui a été aussi néfaste que la non-intervention franco-britannique, et les authentiques révolutionnaires espagnols et autres peuvent méditer à l'aise, en prison, sur une certaine fable de La Fontaine; il y a des « amis » bien... imprudents, ou impudents comme on voudra, qui savent, avec une « amitié » parfaite, se servir des « pavés de l'ours ». Et la politique de Staline, « Père des peuples » et « Chef bien-aimé du Prolétariat », n'est pas moins contre-révolutionnaire que celle de Londres-Paris : Londres, sans doute, n'est pas très emballé sur Moscou, mais le *clan des Da* n'en existe pas moins; et, comme dit cet excellent Buré, *l'impératif géographique* joue nécessairement : pour *contenir Hitler,* à l'Est, la Russie, même soviétique, ou soi-disant telle, est indispensable. La place de cette Russie, Etat réputé prolétarien, mais dictatorial cent pour cent, serait plutôt à côté de nos Etats totalitaires; mais elle est entrée à Genève, dans cette Société des Nations... bourgeoises, d'abord vilipendée, maintenant non seulement admise, mais glorifiée, et elle joue bien son rôle à côté des «démo-ploutocraties»: la formation *Alliés* — Angleterre, Etats-Unis, France et... Russie — s'est reconstituée, et il importe assez peu que Staline ait remplacé Nicolas II, la différence est assez mince, et Staline a même plus de cran que le pauvre et malheureux envoûté par Raspoutine! L'intervention russe a d'ailleurs, bien opportunément, servi de prétexte à celle de nos fascistes internationaux: pensez donc, la «Croisade anticommuniste» et la «guerre sainte», quel homme au cœur bien placé, quel chrétien authentique, n'aurait pas participé, avec joie, à une œuvre aussi pie? Bernanos, à ce propos, a écrit des pages d'une ironie bien savoureuse, à l'adresse de nos *sacrés, sacrés nationaux!*

Et comment se terminera cette lamentable affaire espagnole ? Je dis : *affaire,* et je devrais dire *tragédie;* mais n'est-ce pas, pour nos ploutocrates, il ne peut s'agir que d'une... affaire. La Ploutocratie, très positive, n'a pas, cela va sans dire, l'esprit tragique, et elle aime les arrangements, les solutions moyennes, les cotes plus ou moins mal taillées. En Espagne aussi, il faudra bien, finalement, composer; on ne peut tout de même pas faire disparaître toute l'Espagne républicaine et révolutionnaire; elle forme la partie la plus moderne, la plus industrielle et la plus riche du pays; et la vieille Espagne latifundiste n'est pas de force à avaler, tout cru, un tel morceau ! Elle n'arriverait pas à le digérer ! Alors, on s'arrangera; une République bourgeoise, à forme monarchique ou dictatoriale, tâchera de mettre sur pied un petit Etat corporatif d'un type plus ou moins phalangiste, et le tour sera joué. Nos Italiens et nos Allemands ne pourront pas, évidemment, rester en l'Espagne, dont le caractère farouchement indépendant est à ménager; la Cité de Londres et celle de Paris apporteront leurs capitaux pour restaurer les ruines; et nos deux axes, sur la terre espagnole, comme ailleurs, comme dans le monde entier, arriveront, je le dis encore une fois, à... composer; Mussolini et Hitler n'auront pas tout à fait joué le rôle de simples Ratons; ils auront forcé, malgré tout, l'Angleterre et la France à transiger et à partager. Et, ce qui est l'essentiel, la Révolution sera vaincue, et le capitalisme sauvé — pour une fois encore ! Il n'y aura plus qu'à dire : *Amen,* à ce chef-d'œuvre de la vieille diplomatie britannique. Mais si nous voulons tirer la « moralité » de l'histoire, au point de vue révolutionnaire, c'est que le prolétariat, s'il veut vraiment sauvegarder la paix, doit, au lieu de se morceler, encore une fois, en « Unions nationales » plus ou moins sacrées, suspendre sur la tête de la bourgeoisie l'épée de Damoclès de son infrangible Union internationale, *Timor domini initium sapientiæ!* Les vrais « traîtres à la Paix » ce sont ceux qui laissent s'affaiblir l'esprit de « lutte de classe ». Car plus la bourgeoisie sentira cet esprit s'éteindre au sein de ses « Unions nationales » et plus elle pensera pouvoir risquer encore une « grande guerre ». Elle a déjà réussi, dans certains pays, à enchaîner à son char un prolétariat esclave: c'est le résultat essentiel du fascisme; mais là où elle croit devoir encore ménager les apparences et s'opposer au fascisme, en arborant un fallacieux antifascisme de gauche, elle ne cherche que le même résultat, elle use seulement de ruse, au lieu de force : l'histoire du « Front populaire » n'en est qu'un exemple de plus ! Il n'a été, comme je l'avais bien dit, qu'une « nouvelle et colossale mystification ». Clan des Ya ou clan des Da ? Ni l'un ni l'autre, répèterons-nous pour finir, car, dans l'un comme dans l'autre cas, pour les prolétaires, c'est le « *Ave, Cesar, morituri te salutant* », qui s'applique inexorablement.

Mai 1938. Edouard Berth.

# NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

## DEGONFLAGE !

Le 12 juillet, les troupes russes occupent la colline de Tchang-Kou-Feng, sur la frontière russo-mandchoue, à proximité de la frontière coréenne, colline qui fait peut-être partie du territoire russe, mais que les troupes russes n'ont pas occupée depuis 52 ans qu'a été signé le traité déterminant la frontière.

Le 16 juillet, l'ambassadeur du Japon à Moscou proteste contre cette occupation, prétendant qu'il s'agit d'un territoire mandchou. Le 20 juillet, cette protestation est renouvelée et l'ambassadeur du Japon, dit une dépêche de Moscou, « exige l'évacuation immédiate des troupes soviétiques de la région en question », sinon « le Japon devra conclure à la nécessité de recourir à la force ».

Le gouvernement est donc bien et dûment prévenu. Litvinov et Staline se livrent d'ailleurs à des déclarations retentissantes et matamoresques : l'U.R.S.S. n'abandonnera « pas un pouce » de son territoire.

Dix jours se passent, quinze jours depuis la première protestation japonaise, vingt jours depuis l'arrivée des troupes russes à Tchang-Kou-Feng, c'est-à-dire tout le temps nécessaire pour prendre les mesures militaires qui s'imposent afin de s'opposer à un coup de main éventuel du Japon.

Néanmoins, le 31 juillet, sans coup férir, en un tournemain, les troupes japonaises chassent les troupes russes de la colline de Tchang-Kou-Feng, et l'occupent.

Les Russes, presque aussitôt, contre-attaquent. Ils contre-attaqueront sans arrêt durant dix jours. Du 1er au 10 août, pas une journée ne se passe sans qu'une ou plusieurs contre-attaques russes n'aient lieu pour reprendre la colline. Attaques de grand style, avec tanks et avions.

A ces attaques, les Japonais s'offrent le luxe de n'opposer que l'artillerie et l'infanterie. Leur aviation n'intervient ni contre les positions de l'infanterie et de l'artillerie ennemie, ni même contre les avions russes qui jouissent, de ce fait, de la maîtrise totale de l'air. Handicap formidable pour les troupes japonaises qui occupent la colline !

Autre handicap : les Japonais se sont interdit, par leur communiqué du premier jour, de pousser plus avant leurs opérations; leurs troupes sont donc privées de toutes possibilités de manœuvrer et d'attaquer, elles sont dans la position la plus difficile qui soit : celle de résister sur place.

Et cependant, elles continuent de repousser imperturbablement toutes les attaques russes.

Le 10 août, après dix jours de vaines attaques, Litvinov signe l'accord en vertu duquel les troupes japonaises et les troupes russes resteront sur les positions qu'elles occupent, c'est-à-dire que les troupes japonaises pourront demeurer sur cette colline de Tchang-Kou-Feng, « partie intégrante » du « territoire soviétique » que huit jours auparavant Litvinov et Staline avaient juré de faire respecter. C'est le dégonflage.

La preuve était faite : la preuve de l'impuissance de l'armée russe (1); le ballon de la force militaire russe était crevé.

Les conséquences de cet « incident » seront grandes.

D'une part, en ce qui concerne l'Asie. Le Japon sait maintenant qu'il peut poursuivre en toute tranquillité sa conquête de la Chine: il n'a pas à craindre une attaque de la Russie sur son flanc. A la veille du bond qui doit le porter du chemin de fer de Tsien-Tsin-Pou-Kéou à la ligne de Pékin-Hankéou, c'est-à-dire l'enfoncer de deux à trois cents kilomètres de plus dans l'intérieur de la Chine, cette assurance n'est pas négligeable.

D'autre part, en ce qui concerne l'Europe. Nos va-t-en-guerre français (à l'exception, cela va sans dire, des lecteurs de l'*Ordre* et de l'*Humanité*, auxquels la rue de Grenelle peut faire croire tout ce qu'elle veut, prendre des vessies pour des lanternes et une défaite écrasante pour une éclatante victoire) vont sans doute devenir beaucoup plus sages, car ils n'aiment pas beaucoup se battre quand ils ne croient pas les Cosaques à trois étapes de Berlin. Par contre, Hitler et Mussolini en seront sensiblement plus hardis. Ce dont le risque de guerre diminuera d'un côté se trouvera compensé — et même peut-être au delà — par ce dont il sera augmenté de l'autre côté.

En attirant, dès le 25 juillet, l'attention des lecteurs de la *R. P.* sur la gravité de l'occupation par les Russes de la colline de Tchang-Kou-Feng, nous laissions prévoir que l'affaire se terminerait sans doute « diplomatiquement »; on peut dire que c'est ce qui s'est finalement passé, mais ce que nous n'avions pas prévu, c'est que la diplomatie japonaise s'accompagnerait d'un vigoureux coup de poing — et d'un coup de poing pas seulement sur la table — un coup de poing dont la Russie portera longtemps la trace.

## QUI ETAIT LE TRAITRE ?

Quoi qu'en puissent penser peut-être certains camarades, je n'ai aucune propension pour le mélodrame; mais s'il est ridicule de

(1) Un camarade de Nancy nous signale que dans son émission sur ondes courtes du 14 août, à 21 h. 45, émission faite en français, le poste de Tokio JZJ attribuait le dégonflage des staliniens aux *désertions compactes* qui se seraient produites, durant les opérations, parmi les troupes russes.

voir la trahison partout, il n'est pas moins ridicule de se refuser à la constater lorsqu'elle s'étale pour ainsi dire au grand jour.

De mai 37 à mars 38, j'ai, à plusieurs reprises, appelé l'attention sur la manière absurde dont étaient conduites les opérations militaires espagnoles du côté républicain. Tout montrait qu'elles n'avaient qu'un but : user les armées républicaines. J'en résume les principaux traits : inaction totale pendant les opérations décisives de l'armée franquiste sur Bilbao d'abord, sur Santander et les Asturies ensuite; attaques républicaines (Brunete et Aragon) seulement lorsque chacune des opérations décisives est achevée sur le front Nord et que Franco peut, de ce fait, ramener ses troupes sur les points attaqués; absurdité de l'attaque d'août 37 en Aragon, attaque faite sur un front considérablement hors de proportions avec les moyens dont on pouvait disposer, attaque faite en deux directions *divergentes* (Nord-Ouest et Sud-Ouest), attaque dont l'objectif déclaré était la prise de Saragosse, chose manifestement impossible et qui, si elle avait été possible, n'aurait procuré aucun avantage stratégique; attaque sur le saillant de Teruel par sa pointe (la ville de Teruel), ce qui procurait juste l'occupation des quelques kilomètres carrés qu'on pouvait conquérir, mais non la réduction du saillant; enfin, comme couronnement, le non-alignement des forces du nord de l'Ebre sur la nouvelle ligne occupée par les forces au sud de l'Ebre après l'offensive victorieuse de Franco sur Alcaniz et Caspe.

Or, depuis cinq mois, il n'en est plus du tout de même. Les opérations militaires républicaines ont perdu ce caractère d'absurdité totale et systématique qui puait la trahison.

Après les défaites de mars en Aragon et l'arrivée des troupes franquistes à la mer, l'armée républicaine a opposé à la descente fasciste sur Valence cette tactique de « résistance élastique » employée pour la défense de Madrid, qui consiste à défendre à fond, mais non « jusqu'au bout », des positions de repli successives, ce qui, manifestement, était la seule tactique possible. Puis, lorsque les armées républicaines eurent eu le temps de se remettre de la terrible secousse de mars et que les troupes d'attaque franquistes devaient commencer à être plus ou moins épuisées par leurs quatre mois d'offensive continue, une série d'attaques sont lancées par les armées républicaines, à intervalles rapprochés (rappelant la méthode d'août-novembre 1918) sur les deux faces du coin aventuré poussé par les armées franquistes entre la Catalogne et Valence : attaque par le Nord sur Gandesa, attaque par le Sud sur le front d'Albarracin, diversion en Catalogne par la tête de pont de Balaguer. Tout cela se tient très bien. Quel qu'en soit le résultat final, il est incontestable qu'il y a là un plan cohérent et logique qui contraste extraordinairement avec l'illogisme et l'absurdité qui prévalaient précédemment.

Or, ce changement coïncide exactement avec le départ de Prieto du ministère de la Défense nationale. C'est exactement au moment où, lors du remplacement du ministère Caballero par le premier ministère Negrin, Prieto devient ministre de la Défense nationale que la conduite absurde des opérations militaires commence; c'est à l'instant exact où Prieto n'est plus ministre que la conduite des opérations militaires redevient normale.

Si donc on veut bien, en outre, se souvenir que quelques jours à peine après le 19 juillet Prieto faisait un grand discours où il proposait, en termes à peine voilés, de pactiser avec Franco, si l'on se rappelle que Franco a toujours été considéré comme l'homme de l'Angleterre, à la constatation que nous faisions après le désastre d'Aragon : « La trahison est installée aux plus hauts postes de commandement », il faut ajouter ceci : toutes les probabilités sont pour que ce soit au plus haut poste de commandement que la trahison était installée. Le traître ne devait être autre que le propre ministre de la Défense nationale, Indalecio Prieto, agent de l'Angleterre, protectrice de Franco.

Comme il faut rendre à chacun ce qui lui est dû, ajoutons que s'il est vrai que Prieto s'étant brouillé avec les staliniens dans les derniers temps de son ministère, ceux-ci ont contribué à le débarquer, il n'en reste pas moins que *ce sont eux qui l'avaient placé là.* Ce sont les ministres staliniens du gouvernement Caballero qui, en mai 1937, ont exigé que Caballero abandonne le ministère de la guerre et ont mis à sa place Prieto, devenu à lui seul ministre de la Guerre, de la Marine et de l'Air. Celui qui, en dernière analyse, est à l'origine des désastres de l'armée républicaine durant l'année 37-38 n'est donc que celui auquel sont dues toutes les autres défaites du mouvement prolétarien depuis dix ans : le tzar de Russie.

## PLOUTODEMOCRATIE ? NON, PLOUTOCRATIE SEULEMENT

Rien n'est aussi caractéristique de la véritable nature de notre régime politique que ce qui vient de se passer avec le pétrole du Mexique.

On sait que l'Etat mexicain a nationalisé les gisements de pétrole; il lui a donc fallu vendre le pétrole (qui constitue l'une des principales richesses du pays). Mais les anciens propriétaires des gisements nationalisés étant les deux grands trusts pétroliers, le trust américain de la Standard et le trust anglo-hollandais de la Shell-Royal Dutch, et les trusts étant tout puissants dans les pays dits « démocratiques », il a été impossible au Mexique de vendre la moindre quantité de pétrole dans lesdits pays; il a dû vendre le pétrole extrait des mines nationalisées... à l'Allemagne.

Ainsi, voilà un pays dont les sentiments démocratiques sont connus de tous, le seul pays

qui ait pris publiquement parti pour la République espagnole et lui ait ouvertement livré armes et munitions, un pays où les syndicats ouvriers sont la principale puissance de l'Etat, un pays qui poursuit sans trêve la destruction de la grande puissance foncière et qui nationalise ses mines les plus importantes, un pays, en un mot, qui réalise le programme démocratique, et ce pays, après avoir déclaré, par la bouche de son Président, qu'adversaire du fascisme, il était décidé à ne pas vendre un litre de pétrole aux pays fascistes, n'en est pas moins, en définitive, obligé de le vendre à Hitler, parce qu'il lui est impossible de trouver un acheteur dans les pays « démocratiques » du fait que la ploutocratie la plus caractérisée qui soit, celle des trusts du pétrole, ne le veut pas! Quelle preuve plus éclatante peut-il être que la ploutocratie est la maîtresse absolue des pays démocratiques, et même plus... que les seuls pays où les trusts du pétrole ne sont pas les maîtres sont... les pays fascistes!

Qu'on ne voie pas là seulement la preuve de la domination économique exercée par les trusts dans les pays démocratiques; c'est là aussi la preuve de leur domination *politique*. En effet, le commerce du pétrole n'est pas libre en France; l'importation du pétrole et de tous ses dérivés ne peut s'y faire que moyennant une licence délivrée par l'Etat. En menaçant de refuser ou de réduire leur licence aux sociétés importatrices, l'Etat français pouvait donc, du jour au lendemain, obliger celles-ci à acheter le pétrole mexicain. Il ne l'a pas fait. Et s'il ne l'a pas fait, c'est simplement parce qu'il n'est que le servile exécutant des ordres des trusts.

En jetant ainsi le Mexique, pays républicain, démocratique, socialisant, et également « francophile », dans les bras de l'Allemagne hitlérienne pour complaire aux successeurs de Rockefeller et de Deterding, l'Etat français — l'Etat français du « Front populaire », ne l'oublions pas ! — a fait, une fois de plus, la preuve qu'il n'est qu'un régime ploutocratique.

## 5% DE DEVALUATION ANNUELLE DU FRANC SONT UN MINIMUM

Il s'est produit à nouveau, depuis plusieurs semaines, ce que les boursiers appellent, dans leur argot, une « tension des changes ». Le franc qui était remonté en juin jusqu'à moins de 178 francs pour une livre est tombé à la mi-août à 178 frs 90 pour une livre, c'est-à-dire juste deux sous de moins que le cours de 179 francs que Daladier s'était engagé solennellement à ne point dépasser lors de sa dernière dévaluation.

Une nouvelle dévaluation est donc dans l'air. C'est l'occasion d'envisager comment la question du franc va se poser, d'une manière générale, au cours des années qui viennent.

A l'heure actuelle, la situation des finances françaises est très claire. En gros, l'Etat français dépense 50 milliards de plus que ce que les impôts lui fournissent; le déficit, le déficit *réel*, est de 50 milliards par an. Ce trou, l'Etat le comble en empruntant une somme égale. En fait, il ne trouve pas à le combler complètement, car il lui faut parfaire la somme en demandant à la Banque de France quelques milliards de billets (40 milliards depuis trois ans environ). Supposons cependant, pour simplifier, que l'Etat arrive tout de même, aujourd'hui, à emprunter les 50 milliards qui lui sont nécessaires. Supposons d'autre part que, durant les dix années qui viennent, toutes les charges de l'Etat, autres que celles de la Dette, restent les mêmes qu'actuellement, les impôts également.

Il y aura néanmoins quelque chose qui changera : c'est le montant de la Dette publique. Celle-ci s'accroîtra automatiquement chaque année. Les nouveaux intérêts qu'il faudra payer pour cet accroissement de la Dette, il faudra également les emprunter puisque le rendement des impôts est supposé ne pas avoir bougé. Ainsi, si 50 milliards sont empruntés cette année-ci à un taux moyen que nous supposerons de 5% (1), il faudra emprunter, l'an prochain, non plus 50 milliards, mais 52 milliards et demi, de façon à avoir de quoi payer les 2 milliards et demi que représentent les intérêts à 5% de 50 milliards. Dans deux ans il faudra emprunter 55 milliards 125 millions afin d'avoir de quoi payer les intérêts, et des 50 milliards empruntés cette année-ci, et des 52 milliards empruntés l'année suivante. Et ainsi de suite...

Un calcul simple montre qu'au bout de 10 ans la Dette de l'Etat se sera accrue par ce procédé de 710 milliards. La Dette actuelle, tout compris, est d'environ 600 milliards; en 10 ans elle aura donc plus que doublé; elle atteindra 1.310 milliards.

---

(1) Le gouvernement actuel cherche à réduire l'intérêt des sommes qu'il emprunte en empruntant à terme de plus en plus court, les prêteurs préférant, pour le moment, se contenter d'un intérêt faible, plutôt que de s'engager pour longtemps. — Mais vous rappelez-vous les violentes récriminations qui s'élevèrent contre cette méthode en 24-26 ? A ce moment, le Trésor, qui avait, durant les années précédentes, emprunté à court terme, devait faire face à des remboursements considérables, si bien qu'il risquait à chaque instant de faire faillite s'il ne trouvait à se procurer de quoi rembourser les emprunts arrivés à échéance. Le « Cartel des Gauches », arrivé au pouvoir en 1924, clama que c'étaient ces « échéances massives » qui l'empêchaient de gouverner, les banques se refusant à l'aider à faire face à ces remboursements.

Le gouvernement des banques Daladier-Bonnet-Marchandeau pratique à nouveau, en grand, cette méthode, unanimement condamnée en 1936 ! L'emprunt à 18 mois, qui est actuellement en cours, a un but net : celui d'empêcher dès maintenant qu'un ministère socialiste puisse faire les prochaines élections. Le nombre respectable des milliards qui vont être souscrits ce mois-ci sera remboursable dans 18 mois, soit en janvier 1940, autrement dit 3-4 mois avant les élections. Si un gouvernement indésirable est alors au pouvoir, ce sera un jeu d'enfants que de l'empêcher de trouver les milliards nécessaires audit remboursement, et l'obliger, en conséquence, à passer la main à un ministère qui aura « la confiance ». Truc de politiciens.

Or, si l'on admet que la capacité d'emprunt de l'Etat français a maintenant atteint son maximum, qu'il ne peut pas trouver à emprunter plus qu'aujourd'hui, il s'ensuit qu'il lui sera impossible de faire face aux charges d'une Dette accrue avec une telle rapidité et une telle ampleur. Il n'aura donc plus qu'une ressource : réduire la valeur de sa Dette en réduisant la valeur du franc, de telle sorte que les 1.310 milliards de francs de 1948 ne valent pas plus que nos 600 milliards de francs de 1938. Ce qui exige une dévaluation du franc d'un peu plus de la moitié; pour plus de simplicité nous dirons la moitié.

On peut donc prévoir une nouvelle dépréciation du franc qui sera d'environ 50% durant les dix années qui viennent, soit en moyenne 5% par an (par rapport à sa valeur actuelle), c'est-à-dire un peu moins que la dépréciation d'après guerre qui a duré de 1916 environ à 1926, et qui a été de 80%, soit 8% par an.

Mais il est bien entendu que ce calcul suppose que rien de nouveau, sauf l'accroissement automatique de la Dette, ne se produise durant ces dix années. A savoir : qu'il n'y ait point de nouvelles dépenses massives (nouvel accroissement des armements par exemple), qu'il n'y ait point de guerre, qu'il n'y ait pas de crises économiques, et qu'il n'y ait pas non plus d'événements heureux, tels que réduction des dépenses d'armements, etc...

Comme les événements malheureux sont, dans l'état actuel des choses, beaucoup plus probables que les événements heureux, nous admettrons, si vous le voulez bien, que 5% de dépréciation annuelle du franc Daladier doivent être considérés comme un minimum.

### 23 MILLIARDS D'IMPOTS ET 25 MILLIARDS D'EMPRUNTS

Au cours des six premiers mois de cette année, l'Etat français a couvert ses dépenses au moyen de 23 milliards 800 millions provenant de l'impôt, et de 25 milliards 500 millions provenant de l'emprunt.

Autrement dit : l'Etat doit actuellement emprunter plus de la moitié des sommes qui lui sont nécessaires, — ou, si l'on préfère : le déficit du budget (du budget *réel*) est de plus de 50% de son montant.

Sans commentaires.

R. Louzon.

---

# Sur Cronstadt 1921 — et quelques autres sujets...

*La lettre suivante a été adressée fin avril à la rédaction de l'excellente revue marxiste américaine* The New International, *qui avait publié plusieurs articles sur Cronstadt* 1921. — V. S.

⁂

Je répondrai quelque jour aux articles de Wright et de L. D. Trotski sur Cronstadt. Ce grand sujet mérite d'être repris à fond, et les deux études que vous avez publiées sont loin, très loin, de l'épuiser. D'abord, je suis frappé de voir nos camarades Wright et L. D. Trotski user d'un raisonnement dont nous devrions, me semble-t-il, nous méfier et nous abstenir. Ils constatent que le drame de Cronstadt 1921 suscite des commentaires à la fois chez les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, les anarchistes et d'autres; et, de ce fait, naturel à une époque de confusion idéologique, de révision de valeurs, de batailles de sectes, ils déduisent une sorte d'amalgame. Défions-nous des amalgames et de ces raisonnements mécaniques. On en a trop abusé dans la révolution russe et l'on voit où cela mène. Libéraux bourgeois, menchéviks, anarchistes, marxistes-révolutionnaires considèrent le drame de Cronstadt de points de vue différents et pour des raisons différentes dont il est juste et nécessaire de tenir compte, au lieu de rassembler tous les esprits critiques sous une seule rubrique et de leur imputer à tous la même hostilité envers le bolchevisme.

Le problème est, à la vérité, beaucoup plus vaste, encore que l'événement de Cronstadt ne fût qu'un épisode. Wright et L. D. Trotski soutiennent une thèse fort simple : que le soulèvement de Cronstadt fut objectivement contre-révolutionnaire et que la politique du Comité central de Lénine et Trotski, à cette époque, fut juste, avant, pendant et après. Juste, cette politique l'était à une échelle historique, d'ailleurs grandiose, qui lui permettait d'être tragiquement et dangereusement fausse, erronée, en diverses circonstances particulières. Voilà ce qu'il serait utile et courageux de reconnaître aujourd'hui, au lieu d'affirmer l'infaillibilité d'une ligne générale 1917-1923. Il reste, en bloc, que les soulèvements de Cronstadt et autres lieux ont signifié au Parti l'impossibilité absolue de persévérer dans la voie du communisme de guerre. Le pays mourait de l'étatisation à outrance. Qui avait donc raison ? Le Comité central qui s'obstinait dans une voie sans issue ou les masses poussées à bout par la famine ? Il ne me semble pas niable que Lénine commettait alors la plus grande faute de sa vie. Faut-il rappeler que quelques semaines avant l'établissement de la N.E.P., Boukharine publiait un ouvrage d'économie démontrant que le système en vigueur était bien la première phase du socialisme ? Pour avoir, dans ses lettres à Lénine, préconisé des mesures de reconciliation avec les paysans, l'historien Rojkov venait d'être déporté à Pskov. Cronstadt, une fois insurgé, il fallut le ré-

duire, sans doute. Mais que fit-on pour prévenir l'insurrection ? Pourquoi repoussa-t-on la médiation des anarchistes de Pétrograd ? Peut-on, enfin, justifier le massacre insensé, et, je le répète, abominable des vaincus de Cronstadt, que l'on fusillait encore par paquets dans la prison de Pétrograd, trois mois après la fin du soulèvement ? C'étaient des gens du peuple russe, arriérés peut-être, mais qui appartenaient aux masses de la révolution même.

L. D. Trotski souligne que les marins et les soldats de Cronstadt 1921 n'étaient plus, quant à la conscience révolutionnaire, les mêmes que ceux de 1918. C'est vrai. Mais le Parti de 1921 était-il, lui, le même que celui de 1918 ? Ne souffrait-il pas déjà d'un encrassement bureaucratique qui, souvent, le détachait des masses et le rendait inhumain envers elles ? Il serait bon de relire, à ce propos, les critiques formulées dès auparavant par l'opposition ouvrière contre le régime bureaucratique; et aussi de se souvenir des mauvais procédés qui avaient fait leur apparition pendant la discussion sur les syndicats en 1920. Je fus, pour ma part, indigné de voir les manœuvres dont la majorité usa à Pétrograd pour étouffer les voix des troiskistes et de l'opposition ouvrière (qui défendaient des thèses diamétralement opposées).

La question qui domine aujourd'hui tout le débat est en substance celle-ci : Quand et comment le bolchevisme a-t-il commencé à dégénérer ?

Quand et comment a-t-il commencé à user envers les masses laborieuses, dont il exprimait lui-même l'énergie et la conscience la plus haute, de méthodes non socialistes qu'il faut condamner parce qu'elles ont fini par assurer la victoire de la bureaucratie sur le prolétariat ?

Cette question posée, on s'aperçoit que les premiers symptômes du mal remontent loin. Dès 1920, les social-démocrates menchéviks avaient été faussement accusés, dans un communiqué de la Tchéka, d'intelligence avec l'ennemi, de sabotage, etc. Ce communiqué, monstrueusement faux, servit à les mettre hors la loi. Dès la même année, les anarchistes avaient été arrêtés dans la Russie entière, après une promesse formelle de légalisation du mouvement et après que le traité de paix signé avec Makhno ait été délibérément déchiré par le Comité central qui n'avait plus besoin de l'Armée noire. La justesse révolutionnaire de l'ensemble d'une politique ne peut pas justifier à mes yeux ces funestes procédés. Et les faits que je cite sont malheureusement loin d'être les seuls.

Remontons plus haut encore. Le moment n'est-il pas venu de constater que le jour de l'année glorieuse 1918 où le Comité central du parti décida de permettre à des commissions extraordires d'appliquer la peine de mort *sur procédure secrète sans entendre des accusés qui ne pouvaient se défendre*, est un jour noir ? Ce jour-là, le Comité central pouvait rétablir ou ne pas rétablir une procédure d'inquisition oubliée de la civilisation européenne. Il commit en tout cas une faute. Il n'appartenait pas nécessairement à un parti socialiste victorieux de commettre cette faute-là. La révolution pouvait se défendre à l'intérieur — et même impitoyablement — sans cela. Elle se serait mieux défendue sans cela.

Nous aurions bien tort de nous dissimuler maintenant que tout l'acquis historique de la révolution russe est mis en question. De l'immense expérience du bolchevisme, les marxistes-révolutionnaires ne sauveront l'essentiel, le durable, qu'en reprenant tous les problèmes par la base, avec une véritable liberté d'esprit, sans amour-propre de parti, sans hostilité irréductible (surtout sur le plan de la recherche historique) envers les autres tendances du mouvement ouvrier. Au contraire, à ne point reconnaître des erreurs anciennes, dont l'histoire n'a pas cessé de faire ressortir la gravité, on risque de compromettre tout l'acquis du bolchevisme. L'épisode de Cronstadt pose à la fois les questions des rapports entre le parti du prolétariat et les masses, du régime intérieur du parti (l'opposition ouvrière fut brimée), de l'éthique socialiste (tout Pétrograd fut trompé par l'annonce d'un mouvement *blanc* à Cronstadt), de l'humanité dans la lutte des classes et surtout dans la lutte au sein de nos classes. Il nous met enfin aujourd'hui à l'épreuve, quant à notre capacité d'autocritique.

Ne pouvant répondre plus à fond pour le moment aux camarades Wright et L. D. Trotski, j'espère que vous voudrez bien soumettre cette lettre-ci aux lecteurs de *The New International*. Peut-être contribuera-t-elle à amorcer des débats que nous devons savoir mener à bien dans un esprit de saine camaraderie.

Victor SERGE.

---

# Deux textes fondamentaux sur la question des Sudètes

**« Après avoir en vain tenté de négocier avec Prague pour faire régler la question de Bohême par un arbitrage, M. O. Bauer, ministre des Affaires étrangères d'Autriche dans le cabinet Renner, envoya, le 13 décembre 1918, au gouvernement français et aux gouvernements alliés une protestation contre l'attribution des Allemands Sudètes à la Tchécoslovaquie; il réclamait l'organisation immédiate d'un plébiscite. »**

*BENES*

(*Souvenirs de guerre et de révolution*).

Nous rappelons que le cabinet autrichien Renner était un cabinet socialiste; son président, Renner, était le chef du parti social-démocrate autrichien, et Otto Bauer, le ministre des Affaires étrangères était le principal théoricien de l'austro-marxisme.

***

**« Le gouvernement tchécoslovaque a l'intention de créer l'organisation de l'Etat en acceptant comme base des droits nationaux les principes appliqués dans la Constitution de la République suisse, c'est-à-dire de faire de la République tchécoslovaque une sorte de Suisse, en tenant compte naturellement des conditions particulières de la Bohême. »**

*Memorandum Benès pour l'Angleterre*

(20 *Mai* 1919).

# RENAISSANCE DU SYNDICALISME

### Le Syndicat des Correcteurs et le prochain Congrès de la C.G.T.

Dans sa dernière séance, le Comité du Syndicat des Correcteurs a examiné l'ordre du jour du 25e Congrès de la C.G.T., convoqué à Nantes pour le 14 novembre prochain et, sous réserve de la décision de l'assemblée générale statutaire d'octobre, il a décidé d'ores et déjà :

1° De voter contre le rapport moral, la direction de la C.G.T. portant la lourde responsabilité de l'institution de l'arbitrage obligatoire qui — l'expérience le démontre — dessert presque toujours les intérêts ouvriers;

2° De voter toute résolution prescrivant le retour de la C.G.T. à l'indépendance absolue du syndicalisme envers toutes les formations politiques quelles qu'elles soient;

3° De repousser le rapport financier, en considération, notamment, du placement par la C.G.T. de 800.000 francs dans les emprunts de défense nationale;

4° Sur les modifications aux statuts, de voter pour le retour au *statu quo*, c'est-à-dire pour la représentation directe de tous les syndicats dans les congrès confédéraux, ceux-ci pouvant d'ailleurs être fractionnés en plusieurs congrès régionaux se tenant simultanément et se prononçant sur le même ordre du jour;

5° De demander que la retraite aux vieux travailleurs cesse d'alimenter la démagogie politicienne et que les fonds nécessaires à son institution soient prélevés sur les budgets de la Guerre, de la Marine et de l'Air;

6° Sur le septième point de l'ordre du jour : la Paix, de voter à Nantes, selon les votes constamment émis par le Syndicat, pour toute résolution condamnant la guerre et les menées bellicistes émanant du Centre syndical d'action contre la guerre, ou, à défaut, pour la résolution adoptée par le Congrès du Syndicat national des instituteurs.

---

# LA QUINZAINE

**En lisant le rapport moral...**

*On relève beaucoup de choses contestables en lisant le rapport moral de la C.G.T. qui vient de parvenir aux syndicats sous la forme d'un copieux numéro de la* Voix du Peuple.

*Une des pages les plus curieuses est consacrée à l'indépendance du syndicalisme. Après avoir marqué que certains espoirs en une scission possible ont été déçus, l'auteur anonyme s'étonne que des « doutes, plus ou moins ouvertement formulés » s'élèvent touchant l'indépendance du syndicalisme, et il demande : « Serait-ce donc que la C.G.T. l'a aliénée, renonçant à être elle-même ? »*

*On n'est pas plus naïf. Ou pas plus finaud. S'agit-il, en effet, dans les discussions qui s'élèvent, d'incriminer toute la direction de la C.G.T., de l'accuser en bloc d'avoir violé la Charte de Toulouse ? Mais non, ce n'est pas exactement de cela qu'il s'agit, et notre auteur doit bien le savoir. C'est des faits, patents et indiscutables, de colonisation communiste, c'est des manœuvres, plus ou moins honnêtes, grâce auxquelles les staliniens se sont emparés de certaines directions syndicales, départementales, fédérales. La colonisation ? Le rédacteur du rapport moral de la C.G.T. répond : « Connais pas ! »...*

*On le voit venir, avec ses gros sabots. Pour être plus sûr de la réponse, il pose lui-même les termes du problème, d'une façon encore inédite. Selon lui, ces « doutes » concernant l'indépendance du syndicalisme reposent sur une « confusion, qui, d'ailleurs, n'est pas nouvelle ». « Ils relèvent, écrit-il en toutes lettres, d'une conception de l'indépendance, étroite et insoutenable. »* (sic). *Et, poursuit-il, s'il fallait suivre cette conception, « on devrait en conclure que la C.G.T. doit rigoureusement se cantonner sur le terrain corporatif (oh!); ne s'occuper que des questions spécifiquement ouvrières et même des seules questions qui touchent aux intérêts professionnels immédiats des travailleurs (oh! oh!) ».*

*Pourtant, pas un des militants qui ont posé devant les Syndicats et devant l'opinion (car ils n'ont rien à cacher) la question de l'indépendance du syndicalisme ne l'a posée avec l'esprit et dans les termes qu'évoque notre enfonceur de portes ouvertes. Pas un seul, mon cher secrétaire confédéral, et vous le savez, comme vous savez aussi que pas un de nous, que nous soyons de* Syndicats *ou de la* Révolution prolétarienne, *ne conteste — loin de là — que le syndicalisme français doive être « social », comme vous dites.*

*Pourquoi, dès l'abord, créer l'équivoque? Bien sûr, si l'on veut faire du Congrès de Nantes un « grand congrès d'unanimité », il faudra bien qu'on noie un certain nombre de poissons, à commencer par l'indépendance du syndicalisme. Est-ce l'annonce d'une astucieuse combinaison devant aboutir à l'étouffement de la résolution des amis de* Syndicats ? *C'est plausible. Jouhaux est parti bras dessus, bras dessous, avec Frachon pour le Mexique : cela signifie-t-il qu'ils sont tout à fait sûrs d'avoir d'ores et déjà Congrès en poche ? On le dirait...*

*Jouhaux pourrait néanmoins avoir des surprises. Cela dépend de la constance et de la volonté que mettront à Nantes les amis de* Syndicats *à défendre leur texte. Cela dépend aussi de la composition du Congrès. A la place du « général », je ne serais pas rassuré par le bon garçonnisme de mon compagnon de paquebot. Quand son ami Frachon sera sûr d'une majorité de délégués, ou, plus encore, lorsqu'il pourra compter sur une majorité au Comité national — cela viendra si l'on n'arrête pas la colonisation —, Jouhaux ne pèsera pas lourd et il sera trop tard pour disserter.*

*J'ai l'impression que Nantes sera décisif pour le sort de la C.G.T. Il semble que l'alternative se dessine déjà assez nettement : ou se redresser en s'affirmant en majorité pour la résolution de* Syndicats; *ou repousser celle-ci et marcher vers la conquête de la C.G.T. par les communistes. Si le débat est clair, si les termes en sont nets et la décision sans voile, que fera notre rédacteur anonyme ? Que fera Léon Jouhaux?*

*...Mais poursuivons notre instructive lecture.*

*Il n'y aurait pas, affirme l'auteur du rapport moral, subordination du syndicalisme. « L'action politique, au sens étroit, — c'est lui qui parle — et l'action syndicale s'établissent sur deux plans différents. Elles peuvent avoir des points de rencontre; elles ne peuvent pas se confondre ». Encore une fois, question mal posée ! Et voilà notre auteur qui en arrive à se demander si « la participation de la C.G.T. au Rassemblement populaire déroge à ces considérations fondamentales » ? Ayant fait la question, il fait la réponse : « Ce n'est pas exact », dit-il. Pour lui, le Rassemblement populaire n'est pas une alliance entre la C.G.T. et des partis « puisque d'autres groupements non politiques comme la Ligue des Droits de l'homme, en font partie ». D'ailleurs, si l'on condamnait le principe du Front populaire, il faudrait « réprouver l'adhésion de la C.G.T. au Rassemblement universel pour la paix... » Eh! qui vous en empêche? Ledit Rassemblement est-il vraiment pour la paix? Ou pour la guerre ?*

*Voici un bout d'oreille stalinienne : « Au fond, écrit le rapporteur, la faiblesse du Front populaire est de n'avoir pas réalisé la partie fondamentale de son programme. » On connait l'antienne. Le programme! le programme! clament sans vergogne ceux-là mêmes qui ont donné leurs bulletins au gouvernement Daladier-Mandel-Reynaud. Ils s'en foutent bien, au fond, du programme. — Mais que va faire la C.G.T. ? Quitter le Front populaire ? Vous n'y pensez pas ! La C.G.T. continuera de réclamer les « réformes de structure » en même temps que la « reflation » (?). Et, tenez-vous, si les partis et les groupements constitutifs du Front populaire ne marchent pas pour la « reflation » et les réformes de structure, eh bien! nous dit-on, « la C.G.T. devra dire qu'elle entreprendra elle-même, sans rompre le Front populaire, ce grand effort de rénovation, de réorganisation et de progrès ». Voilà! Tout est dans tout! La C.G.T. restera dans le Front populaire sans y rester tout en y restant. A l'ouest, il n'y aura rien de nouveau.*

*On ne verra même pas un certain nombre d'hérétiques obstinés voter pour le rapport moral. Pas à cause de la tradition, mais pour une raison très précise, les correcteurs parisiens, pour ne citer qu'un exemple, voteront contre. Ce faisant, ils voteront contre l'arbitrage obligatoire, contre ceux qui se targuent d'en être les initiateurs. Le rédacteur du rapport moral s'en vante. Il oublie que, ce faisant, la C.G.T. a donné des verges... Derniers en date, les dockers de Marseille et les maçons de Lyon viennent de goûter les fruits du système. S'ils voulaient se donner la peine d'être logiques, les dockers de Marseille et les maçons de Lyon — et bien d'autres ! — voteraient, avec nous, en votant contre le rapport moral, contre la plus grande abdication du syndicalisme depuis août 1914.*

*Août 1914 ! Peut-on ne pas l'évoquer, quand on lit, dans la brève analyse de l'action générale des Fédérations, que « la Fédération des travailleurs de l'Etat,* en accord avec la C.G.T., *a décidé d'accepter les propositions gouvernementales demandant aux ouvriers des entreprises travaillant pour la défense nationale de faire cinq heures supplémentaires par semaine... » ? (Page* 512 *de la* Voix du Peuple) *ou lorsqu'on apprend que le syndicat parisien des Métaux et la Fédération ont consulté la C.G.T. avant d'accepter les* 45 *heures dans l'aviation « avec le souci, écrit la* Voix du Peuple, *de sauvegarder à la fois la législation sociale acquise (comment donc!) et de n'entraver en aucune manière les efforts nécessaires pour assurer, dans la mesure du possible, la sécurité nationale » ?* (Sic, sic *et* resic!)

*A part cela, le rapport moral est des plus discrets sur la situation internationale, les menaces de guerre et les moyens de lutter contre elles. « La situation générale, écrit le rapporteur, est même telle qu'on n'ose la commenter à cette place. » Et il ajoute qu'on ne saurait prévoir quels développements elle aura eus au moment où se tiendra le Congrès. En somme, il esquive le problème. Encore un poisson, et de belle taille, qu'on s'efforcera de noyer. Ce sera cependant difficile si nos amis instituteurs ont le temps de défendre leur motion lorsqu'on abordera — si on l'aborde — le septième point de l'ordre du jour :* Situation internationale, la Paix. *De leur côté, les militants du Centre syndical d'action contre la guerre — ceux, du moins, qui pourront aller à Nantes — feront l'effort maximum. « Nous espérons, conclut le rapport moral, nous croyons que la catastrophe sera évitée. » Nous voulons, nous aussi, l'espérer et le croire. Mais peut-on l'espérer et peut-on le croire quand la C.G.T. fait une politique internationale qui, sous l'inspiration stalinienne, nous jette précisément tête baissée dans la catastrophe ?*

**L'attaque brusquée des radicaux**

*Mettant à profit les vacances, et en particulier l'absence de la plupart des militants, M. Daladier a annoncé, parlant comme chef du gouvernement investi de la confiance de tous les partis du Front populaire, son intention d'*assouplir *la semaine de* 40 *heures.*

*On sait ce que parler veut dire et personne, parmi les prolos, ne s'y est trompé. Tout le monde a compris que, une fois de plus, les radicaux, ces bonnes à tout faire, lâchaient pied devant la finance et le grand capital et qu'ils voulaient, selon les ordres,* abolir *les* 40 *heures. Aussitôt, une émotion intense s'emparait de toutes les corporations et une ferme volonté de résistance se manifestait dans tous les ateliers.*

*La C.A. de la C.G.T. a émis la protestation indispensable. Très bien. Mais elle n'a pourtant que faiblement traduit le sentiment ouvrier. D'autre part, sa seule conclusion d'ordre pratique a consisté à réclamer la convocation du Comité National du Rassemblement populaire. Quelle illusion! Ce qu'il fallait faire, ce qui aurait été compris de tous, c'était quitter en claquant les portes un Front populaire qui n'est plus que le Syndicat des Appétits électoraux,, se détacher ainsi, très nettement, des politiciens radicaux-saxons et des autres, et, ayant repris toute liberté, organiser sans attendre une première riposte à Daladier sous la forme d'une grève générale de 24 heures.*

*Voilà ce qu'aurait fait une vraie C.G.T.*

M. CHAMBELLAND.

# Avant le Congrès confédéral de Nantes

## Libre discussion

### Pour la démocratisation de l'élection des Commissions administratives

La discussion ouverte par Chambelland n'est pas sur le point de se clore. Nous devons nous en réjouir, car elle apportera un peu de clarté dans la confusion existant actuellement parmi les syndicalistes révolutionnaires.

Avant de dire mon point de vue sur cette intéressante question, je voudrais exposer comment je comprends l'action du syndicaliste révolutionnaire dans le syndicat et la fédération.

Nous constatons que la colonisation des syndicats se poursuit à vive allure, les Unions et les Fédérations passent les unes après les autres entre les mains des staliniens. Il n'est que temps d'y mettre un frein.

La question qui se pose est donc de trouver le moyen d'arriver à ce résultat. A mon avis, un des moyens serait de poser la question de la démocratisation des syndicats.

Je m'explique.

Généralement, la colonisation des syndicats se fait de la façon suivante : l'élection du Conseil d'administration a lieu par les délégués. Le travail des délégués consiste généralement à assurer la perception des cotisations et à transmettre les circulaires; ces délégués sont désignés dans les usines, les chantiers, les bureaux, les magasins, au petit bonheur, car il faut insister auprès des syndiqués pour que l'un d'eux accepte d'être le délégué.

Pour s'assurer la direction syndicale, le travail des staliniens est facile; il suffit qu'un des leurs soit candidat délégué pour être élu. Pour l'élection de la Commission administrative du Syndicat, les délégués ne tiennent aucun compte de l'opinion de leurs mandants, ils votent avec un ensemble parfait pour les adhérents du parti communiste. La Commission administrative élue ne correspond nullement à l'état d'esprit de la majorité des syndiqués; de cela ils se moquent, ils détiennent la direction du syndicat et ceci seul leur importe. Le fait se produisait à la C.G.T.U., les congrès votaient des résolutions d'action, la masse les appliquait avec ses pieds.

Mais, objectera-t-on, cette manœuvre peut être faite aussi par les militants des autres tendances. Certainement, mais il faut avouer qu'ils ne sont pas aussi actifs que les adhérents du parti communiste.

La plupart des syndicats ont été ainsi colonisés. Les statuts syndicaux n'ont pas été violés, leur application a même facilité la conquête stalinienne. Maîtres des syndicats, c'est un jeu d'enfant de s'emparer ensuite des Unions départementales et des Fédérations.

Il faut mettre fin à cette manœuvre, en posant nettement la question de la démocratisation du syndicat. C'est-à-dire liberté pour tout syndiqué d'exposer son point de vue dans l'organe syndical et dans les assemblées. On me répondra que chaque syndiqué a toute liberté de s'exprimer dans les réunions syndicales. Théoriquement oui, pratiquement non. Dans les assemblées générales, le secrétaire fait un long laïus; un secrétaire d'Union ou de Fédération fait également un long discours. Le temps passe et si un camarade veut apporter un point de vue différent, il n'a pas l'oreille des auditeurs car ils ont hâte de partir.

D'autre part, élection de la Commission admnistrative syndicale par voie de referendum. Ainsi, chaque syndiqué se prononcerait pour la désignation de la direction du syndicat. La masse des syndiqués est pour l'indépendance du mouvement syndical envers tous les partis politiques; si elle participait à l'élection de la Commission administrative, le danger de la tutelle communiste sur la C.G.T. aurait vécu.

On m'objectera que des syndicats ayant ce mode d'élection de leur Commission administrative sont passés entre les mains des staliniens. Je ne l'ignore pas. Mais, alors, l'élection est normale. La majorité a le droit de se prononcer ainsi. Il peut se produire aussi que les camarades communistes élus sont les plus dévoués, les plus capables. Il est donc juste qu'ils soient choisis pour diriger le syndicat.

Nous ne devons pas être sectaires. Il est même préférable d'avoir au secrétariat du syndicat ou de la fédération des adversaires de tendance capables que des amis incapables. En un mot, nous devons être des syndicalistes honnêtes.

L'action préconisée ci-dessus est un travail de longue haleine et le danger est immédiat. Si le Congrès de Nantes ne prend pas des mesures énergiques, la C.G.T. sera, à bref délai, inféodée au parti communiste.

Le rassemblement de toutes les forces acquises à l'indépendance syndicale est urgent; il doit avoir lieu dans toutes les assemblées générales, sur une résolution unique. Le bloc dont parle Chambelland doit se réaliser. Duperray l'appellera « alliance partielle et momentanée ». Gardons-nous du sectarisme, car il est un non-sens en syndicalisme.

La lutte contre la guerre doit être menée vigoureusement, car le danger s'accroît. Le congrès des instituteurs a fait, dans cette voie, du bon travail; la résolution votée à une forte majorité doit être défendue à Nantes.

Des camarades collaborateurs de *Syndicats* partagent notre point de vue; en signant le manifeste du « Comité d'action contre la guerre », ils se sont prononcés contre toutes les guerres. Si l'action que nous mènerons ensemble est cohérente au congrès de la C.G.T., nous ne l'emporterons pas sur le chauvinisme communiste, partagé par de nombreux réformistes, mais notre résolution obtiendra un nombre imposant de voix.

Cette attitude ne nous empêchera pas d'exprimer à Nantes notre point de vue sur l'arbitrage obligatoire accepté par la C.G.T. Nous devons aussi dénoncer la faillite du Rassemblement populaire qui soutient encore le gouvernement Daladier, lequel est nettement contre la classe ouvrière.

C. Delsol.

# Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs...

...vu par André LAVENIR

Le Congrès des Instituteurs peut-il, au delà de son intérêt corporatif, nous donner une idée de ce que pourrait être le prochain congrès confédéral ? Je ne le crois pas. Le Syndicat National des Instituteurs ne doit ses effectifs et sa puissance, ni à la fusion avec une fédération unitaire, ni au mouvement de juin 36. Avant juin, il avait déjà rassemblé la masse de la corporation, ce qui l'éloignait nécessairement d'un révolutionnarisme verbal et théorique, mais il était nettement engagé dans la voie d'un syndicalisme pratique, honnête, absolument indépendant, d'un syndicalisme révolutionnaire attaché aux réalités. Le S. N. nous donne l'image d'une évolution normale du syndicalisme et c'est pourquoi le congrès confédéral de Nantes, rassemblant pour la première fois des organisations subitement développées, sans traditions profondes, reste plein d'inconnu.

Le Syndicat National groupe 108.000 adhérents sur 132.000 instituteurs. Il a la totalité des conseillers départementaux — les délégués élus par le personnel. Il faut donc renoncer, dans tous les milieux, que ce soit au *Temps* ou à l'*Humanité*, à vouloir séparer la « masse » et les « meneurs ». Les décisions du congrès traduisent avec exactitude la pensée des instituteurs syndiqués.

### Le vote du rapport moral

Les instituteurs, comme tous les fonctionnaires, ont subi durement les effets des dévaluations successives. Le Front populaire les a sacrifiés à la politique d'armements, de capitulation devant les puissances financières. Delmas est pourtant un des rares militants qui, après avoir participé très activement à la création du Rassemblement populaire, ait prévu les dangers d'enlisement, indiqué à temps les fautes à ne pas commettre. Ses conseils judicieux n'ont malheureusement pas été suivis, et il est peut-être bon de redire aujourd'hui qu'il ne suffisait pas de réclamer l'application de « tout le programme du Front populaire » pour éviter l'aboutissement « Daladier au pouvoir » !

Malgré la situation difficile, l'action du bureau a obtenu la création d'une classe exceptionnelle, qui est attribuée en fait à tous, qui aboutit à une majoration de 2.500 francs des retraites, qui amorce un reclassement du traitement d'instituteur. Et c'est ce résultat que l'opposition reproche vivement au bureau. Heureusement, il y a encore une majorité qui n'a pas perdu tout bon sens.

La tendance communiste, après avoir annoncé dans son bulletin, qu'elle vote pour le rapport moral, vote en réalité contre ou s'abstient. Ainsi le bureau actuel dispose d'une majorité cohérente, ce qui lui donne toute la liberté d'action nécessaire.

### Les traitements

Dans le rapport moral, Delmas, constatant la carence du gouvernement, l'injustice de sa position à l'égard des fonctionnaires, propose les moyens d'action allant jusqu'à la grève en accord avec le Cartel des services publics. Le S. N. a déjà participé à la grève du 12 février 1934; il aura sans doute à s'engager pour la première fois dans une grève corporative. Aucune objection n'a été faite à ce moyen d'action. On y peut voir le résultat de l'évolution syndicaliste des instituteurs.

Le Congrès, tout en se ralliant à l'idée d'une action d'ensemble des employés de l'Etat, a marqué sa volonté de voir le Cartel reprendre l'ensemble des revendications : maintien intégral de la capacité d'achat des salaires et relèvement des salaires anormalement bas des débutants.

### Revendications corporatives

Parmi l'ensemble des revendications, il faut détacher celles qui intéressent non seulement le personnel enseignant, mais la classe ouvrière tout entière :

— *Réforme de l'enseignement,* non en vue de la sélection d'une élite, mais pour la culture de la masse, par conséquent développement de tous les enseignements complémentaires et du second degré, création de classes pour aboutir à des effectifs permettant un travail normal;

— *Construction de locaux scolaires :* le Congrès a justement signalé qu'au moment où l'on parle de « grands travaux » et où ces grands travaux consistent surtout en travaux militaires, abris de défense passive, fortifications, il existe au ministère de l'Education nationale des milliers de projets de constructions ou d'aménagements d'écoles, qui n'attendent qu'une autorisation et une subvention ministérielles, et qui se trouveraient immédiatement répartis sur tout le territoire pour donner du travail à de nombreuses corporations;

— *Défense laïque :* l'école laïque, service public, seule respectueuse de l'esprit de l'enfant, a droit à être défendue contre les manœuvres capitalistes et cléricales. Avec vigueur, Rollo dénonce les abdications des défenseurs de l'école laïque.

### Une opposition sans bases et sans emploi

Le Syndicat National a le privilège d'avoir une « opposition » que ne connaissent pas les autres fédérations : c'est la tendance de l'*Ecole Emancipée*, organisée nationalement et départementalement. Reste de l'ancienne fédération unitaire, occupée dans la C.G.T.U. à lutter vigoureusement contre l'emprise communiste, elle est aujourd'hui sans bases d'activité et sans emploi. Mais elle est toujours contre le rapport moral et contre le bureau.

Elle n'apporte dans le S. N. aucune méthode particulière d'action, aucune idée neuve; elle a perdu l'initiative de l'action corporative, de l'action sociale; elle cherche en vain à se différencier sérieusement de l'ensemble du S.N.; elle vit en marge, repliée sur elle-même, dans la nécessité de chercher à tout prix des divergences pour justifier son existence.

Dans toutes les décisions du congrès, elle n'a aucune part. La seule chose à mettre à son actif au congrès de Nantes est le chahut organisé à l'arrivée de Jouhaux. Cela ne demandait pas beaucoup d'intelligence, et je dis que ce n'était pas digne d'un congrès d'instituteurs. L'obstruction est une méthode facile et dangereuse. Nous avons

protesté lorsqu'elle était employée contre nous. De quel droit nous plaindrons-nous lorsque nous serons accueillis, comme le fut Jouhaux, dans les Unions départementales ? Ce n'est pas cette manifestation stupide de la minorité qui facilitera la tâche de nos délégués au Congrès confédéral lorsqu'ils auront à défendre nos positions. On ne pouvait mieux travailler pour Jouhaux que l'a fait la minorité de l'*Ecole Emancipée*.

Cette minorité ne pouvait pourtant se plaindre d'être brimée au congrès : sur toutes les questions, le temps de parole avait été réparti également, par tiers entre la majorité et les deux minorités, ce qui aboutit à brimer en réalité la majorité.

### Rassemblement anticapitaliste

Cette formule déjà lancée au Conseil National est reprise par le Congrès. Correspondra-t-elle à une réalité ? Nouvelle édition du Rassemblement populaire ? Les militants les plus profondément attachés à l'idée syndicaliste se rendent compte que le syndicalisme seul serait peut-être impuissant parce qu'à sa croissance numérique n'a pas correspondu un développement de l'esprit syndicaliste, une conception syndicaliste de l'action sociale, de l'action révolutionnaire.

La présence d'organisations politiques est peut-être un réactif nécessaire pour que le syndicalisme garde conscience de son rôle. Livré à ses seules forces, il risquerait de n'être qu'un champs clos de luttes politiques, — ou qu'un corporatisme égoïste.

L'idée d'une collaboration avec les organisations politiques — malgré les déboires du Front populaire — semble être provisoirement inévitable. Seule une orientation inattendue du Congrès confédéral pourrait nous donner d'autres formules d'action. Il ne me semble pas qu'on puisse raisonnablement l'espérer.

### L'orientation syndicale et la paix

Comme d'ordinaire, ces questions donnèrent lieu à de larges débats. Avec l'exposé de Delmas, sur le rapport moral, la réponse d'Hagnauer fut l'intervention la plus importante du Congrès.

Le bureau du S.N. se ralliant à la motion présentée par le Gers, motion signalée par la *R. P.*, par le Centre syndical d'action contre la guerre, a montré que les reproches de l'opposition n'étaient en rien fondés.

Le S. N., dans son ensemble, juge avec équité le Rassemblement populaire, il en montre les insuffisances et les faiblesses dans le désir de tirer les enseignements utiles d'une expérience qui n'a pas donné tous les résultats qu'on pouvait attendre.

Le S. N. reste partisan de l'indépendance du syndicalisme et il proposera à Nantes *l'interdiction du cumul des fonctions politiques et syndicales, et l'interdiction des fractions organisées au sein des syndicats.*

Le S. N. reste une organisation pacifiste; il condamne le chantage au péril extérieur, l'union sacrée, la déviation de l'antifascisme vers un néo-nationalisme.

Il réclame de nouveau la limitation des armements, comme étape vers le désarmement général, la révision des traités, l'élaboration d'un nouveau statut politique et économique de l'Europe et du monde, d'après les besoins vitaux des peuples.

Il s'engage à lutter pratiquement contre la psychose de guerre.

Par ses résolutions, par les déclarations courageuses de Delmas, dans son discours d'ouverture, le S. N. reste une des grandes fédérations sur lesquelles les pacifistes peuvent prendre appui dans leur lutte contre la guerre.

Souhaitons modestement que beaucoup de syndicats viennent au Congrès confédéral de Nantes avec cet esprit, avec ce programme. Peut-être la classe ouvrière, en proie aujourd'hui aux slogans dangereux, reconnaîtra-t-elle sa pensée propre, son intérêt le plus immédiat de chair à canon, et peut-être dira-t-elle alors nettement sa volonté de ne pas consentir ou de ne pas se résigner à la guerre.

---

# Explication de vote...

**...par U. THEVENON**

La lecture de la résolution d'orientation syndicale et de celle sur l'affaire Garnier votées par le Congrès de Nantes vont, c'est certain, amener bien des camarades à se demander pourquoi nous nous sommes rangés du côté de la majorité.

Dans la résolution d'orientation syndicale, ne trouvons-nous pas de ces expressions générales vides de sens ou de contenu que nous bannissons? N'y trouvons-nous pas de ces affirmations que nous avons formellement condamnées dans le passé ?

Evidemment, si nous avions eu à rédiger la résolution, nous ne nous serions pas attardés à dénoncer ou à constater la faiblesse organique constitutive du Rassemblement populaire, la faiblesse des hommes qui se sont résignés à la pause, la fâcheuse prédominance des préoccupations électorales et des habitudes parlementaires au sein du Rassemblement populaire. Nous n'aurions pas songé un seul instant que les réformes de structure de la C.G.T. pouvaient suppléer à l'insuffisance et à l'imprécision du programme du R. P.

Personnellement, je n'aurais même pas envisagé que la C.G.T. devienne le pivot et l'animatrice d'un rassemblement populaire, même rajeuni... Ne rajeunit pas qui veut. Et pour devenir l'animatrice des forces vives qui subsistent dans le pays, il n'est point nécessaire de créer un nouvel agglomérat de forces plus ou moins usées, aux buts plus ou moins contradictoires et incapables de se libérer d'une ambiance qui les rend impuissantes. Une force d'avenir se préoccupe moins de s'assurer des alliances que de se préparer à la bataille et de se rendre capable d'assumer les tâches qui lui incombent.

Je n'ai pas pu le dire comme je l'aurais voulu, au congrès, le temps de parole étant trop limité, mais pour caractériser la situation actuelle et tracer au mouvement syndical ses directives pour les mois qui suivent, il suffirait de peu de mots.

D'abord une double constatation :

1° L'époque actuelle est caractérisée par un renforcement de la puissance patronale et de son appareil d'oppression : l'Etat bourgeois;

2° Face à cette situation, la seule force capable de contrecarrer la puissance patronale se trouve considérablement affaiblie parce qu'elle n'a plus sa liberté de mouvement, en raison de son souci de ne pas gêner certaines combinaisons parlementaires et gouvernementales et surtout à cause de la subordination de nombreuses Fédérations, et Unions départementales, et syndicats au parti communiste.

Et, tout naturellement, une conclusion simple s'imposait :

Si nous voulons obliger le patronat à respecter les lois sociales votées, obliger les gouvernants à faire respecter et appliquer les lois;

Si nous voulons obtenir la revalorisation des salaires et traitements;

Si nous voulons lutter efficacement contre la guerre, même si nous voulons que la C.G.T. devienne le pivot d'un rassemblement populaire rajeuni...

*Un seul moyen :* redonner à la C.G.T. son entière liberté d'action vis-à-vis des partis, son entière indépendance. Ainsi, et seulement ainsi, nous tirerons du régime le maximum pour la classe ouvrière.

Sans un mouvement syndical libre et indépendant, tout le reste est de la foutaise. De la foutaise le rajeunissement du Rassemblement populaire; de la foutaise l'action contre la guerre, puisque la seule force capable de lui résister serait liée aux fauteurs de guerre d'ici ou d'ailleurs; de la foutaise l'action pour les réformes sociales nouvelles, pour la revalorisation des salaires et des traitements, puisqu'elle serait subordonnée à des combinaisons d'ordre extra-syndical.

⁂

Nous sommes assez loin de la résolution votée. Mais il est juste de reconnaître que cette résolution contient l'essentiel de la résolution que nous eussions rédigée. Elle contient la condamnation de l'Union sacrée et de la colonisation. C'est une des raisons pour lesquelles nous l'avons votée après avoir obtenu quelques rectifications. A l'heure actuelle, il nous apparaît, en effet, que la tâche la plus urgente est de libérer la C.G.T. de l'Union sacrée et de la tutelle du parti communiste. La rupture avec l'Union sacrée nous assurerait la rupture avec un rassemblement populaire moribond et incapable de reprendre vie pour des réalisations sociales importantes, la rupture avec les partis et les gouvernements.

Evidemment, nous avons quelque peine à accepter l'ensemble, le tout, ce qui ne veut rien dire, ou constitue des hésitations ou des erreurs. Nous l'avons dit à la commission des résolutions. Mais il faut tenir compte que cette résolution avait pour but de rassembler le plus grand nombre possible de syndicats, qu'elle devait assurer le bloc de plusieurs courants, déjà affirmés ou à l'état latent. Alors il fallait bien faire des concessions.

Ceci dit,il nous reste à exprimer une crainte. La crainte que le bureau s'en tienne plus à ce que nous appelons l'accessoire, les fioritures, qu'à l'essentiel. Un tel état d'esprit ne devrait normalement pas exister avant d'avoir vu l'équipe dirigeante à l'œuvre. Normalement, ai-je dit, si dans le passé et surtout au cours du congrès on avait senti que les hésitations passées étaient vaincues. Mais ce n'est pas notre impression.

Nous n'avons jamais pensé que les dirigeants du S.N. devaient ou pouvaient avoir en toutes circonstances une attitude aussi nette, aussi catégorique que chaque militant actif et vraiment syndicaliste souhaiterait leur voir prendre, une attitude qu'eux-mêmes voudraient prendre s'ils obéissaient à leur seul tempérament ou s'ils voulaient agir selon leurs conceptions propres. Ils doivent tenir compte de l'état d'esprit des syndiqués et aussi des circonstances particulières créées par la position des organisations avec lesquelles le S. N. est lié. Mais ils doivent aussi être en avant de la masse des syndiqués, en avant des organisations sœurs qui évoluent avec moins d'aisance. Or, nous avons l'impression que trop souvent ils hésitent ou évitent de s'affirmer nettement sans raison.

Ce fut le cas en janvier 1938 au moment de la parution du rapport Neumeyer, ce fut le cas des procès de Moscou ou lorsque les révolutionnaires du P.O.U.M. et de la C.N.T. furent assassinés ou emprisonnés par le G. P. U.; ce fut le cas dans l'affaire Garnier.

Certes, nous ne sommes pas enclins à nous joindre à une opposition dont nous partageons les conceptions générales mais dont nous ne pouvons accepter les méthodes de propagande et de lutte vis-à-vis d'une organisation où la démocratie syndicale est encore respectée, mais nous ne pouvons nous contenter d'une adhésion purement formelle à de grandes idées ou à des principes; nous ne pouvons accepter qu'on s'affirme pour la liberté et qu'on ne défende pas avec fermeté, avec acharnement la liberté des révolutionnaires de tous les pays, y compris ceux de l'U.R.S.S. et de l'Espagne républicaine. Nous ne pouvons accepter qu'on s'affirme contre la colonisation et qu'on ne prenne pas spontanément position contre les colonisateurs quand ils s'acharnent contre les militants et tentent par tous les moyens de les chasser de la direction de leurs syndicats ou des U.D.

Conciliants, nous le sommes par respect des opinions des militants qui ne pensent pas comme nous. Mais nous ne le serions plus si demain nos dirigeants croyaient devoir être trop conciliants avec les assassins révolutionnaires du monde entier et les colonisateurs de nos syndicats, et s'ils croyaient ne pas devoir dénoncer avec force leurs exactions; nous ne le serions plus si le souci de maintenir un R. P. impuissant poussait à des concessions nouvelles au détriment des ouvriers ou des fonctionnaires.

**Roger Martin du Gard. L'ETE 1914.** (Editions Gallimard, 3 vol.).

Sans doute serait-il tard pour parler de *l'Eté* 1914 si nous avions comme principal souci l'actualité littéraire — mais cette œuvre est d'une tout autre actualité ! Invinciblement, on ne peut la lire sans penser à cet été 1938 que nous vivons avec plus d'angoisse que l'été 14 car l'expérience qui saigne encore, nous garde de l'optimisme facile : tout s'arrange !

Le premier volume de *l'Eté* 1914 s'ouvre le dimanche 28 juin et le troisième se clôt le 10 août, deux dates qui précisent la volonté de l'auteur : examiner comment la guerre a « eu » les hommes — comment ils se sont couchés sous elle — comment la haïssant et en niant la possibilité, ils ont pu partir vers elle, fleurs au fusil et chants aux lèvres. Cette étude, Roger Martin du Gard l'a poursuivie avec une minutie, une conscience qui en imposent à tout esprit non prévenu. Jour par jour — les 85 chapitres ne portent d'autre titre que la date d'une journée et parfois plusieurs chapitres sont consacrés à une seule journée — il a examiné le visage de la guerre devant des hommes de milieu et de conceptions différents.

C'est ici sans doute que résidait la difficulté d'une telle œuvre : il fallait que ces héros soient des hommes de chair et de sang, dont la destinée individuelle participe au destin universel et non des marionnettes chargées de dialoguer des événements historiques et de philosopher sur leur signification et leur portée. Face à ces difficultés, la maîtrise du romancier s'est affirmée totale et *l'Eté* 1914 n'est point une affabulation romanesque d'événements historiques, c'est une œuvre lourde d'humanité réelle et vivante.

⁂

Au centre de *l'Eté* 1914, Jacques Thibault.

Le romancier nous avait conté, dans une série de volumes, son adolescence de jeune bourgeois sensible, douloureux, révolté, au sein d'une famille de grande bourgeoisie qui s'incarne dans le Dr Thibault, bourgeois utile, digne, dur.

De révolte en révolte, Jacques en est venu à prendre rang dans un des groupes internationalistes qui, à Genève, vivent de peu et préparent — ou se donnent l'illusion de préparer — la Révolution.

Groupe attachant.

Chaque individu qui le compose ou qui vient un moment s'y rattacher caractérise une nuance de l'esprit socialiste révolutionnaire 1914. Mais

aussi ce groupe résume les espoirs et les contradictions internes de l'Internationale — espoirs sans lesquels il n'y aurait jamais eu d'Internationales; contradictions sans lesquelles l'échec de 1914 serait inexplicable. Jacques pourra dire un jour :

« *J'ai eu l'impression qu'ils* (les députés socialistes allemands) *restaient malgré tout terriblement allemands... persuadés de la mission historique du prolétariat allemand* », mais lui-même croit à la supériorité de l'antimilitarisme français qui, à l'usage, ne se montrera ni meilleur ni pire que celui d'Allemagne.

[Et actuellement, la croyance en la mission historique du prolétariat *russe*, n'est-elle pas à l'origine du « tout pour les Russes » qui caractérise la politique de la IIIe Internationale?)

Aux côtés de Jacques évoluent nombre de camarades allemands, italiens, anglais, belges, russes, mais tous sont dominés par la figure énigmatique de Meynestrel, le « Pilote » — ex-pilote d'avion et « pilote » du groupe, figure du révolutionnaire « professionnel » par certains côtés inhumains. Au début de l'œuvre, le groupe s'interroge sur ce mot du « Pilote » (car Meynestrel est volontiers sentencieux et obscur) « *supprimer la notion homme* ». — *Pour la remplacer par quoi?* demandent les camarades. —*Par rien.*

C'est sur ce groupe internationaliste qui a l'habitude d'interroger les chances de la Révolution qu'éclate la nouvelle de l'attentat de Sarajevo : dimanche 28 juin. Il en saisit toute la signification; la guerre frappe aux portes du monde. Et il saisit que cette menace ouvre sa chance à la Révolution. Mais déjà secrètement il se divise.

Jacques voit le problème : *empêcher* la guerre par la grève et la Révolution :

« *La grève, oui !* GÉNÉRALE *et* SIMULTANÉE ! *Notre meilleure arme !... Aboutir enfin à des résolutions concrètes, pratiques... Et pour prouver dès maintenant aux gouvernements que le prolétariat est bien résolu, cette fois, à se soulever en bloc contre leur politique d'agression !* »

Mais sitôt qu'il faut passer aux résolutions pratiques, le groupe flotte indécis et l'Autrichien Boehm s'hypnotise sur le danger que courra le pays — présumé — le plus socialiste en cas de grève :

« *Tant que tu as en Russie pas même deux millions de prolétaires, et des millions, des millions de moujiks, le prolétariat russe il n'est pas fort assez contre son gouvernement; et le* MILITARISMUS *tsariste est un danger réel pour l'Allemagne; et la social-démocratie elle ne peut promettre la grève!...* »

Ces discussions, Meynestrel les écoute, silencieux, ironique, inquiétant.

« *Il souriait, intérieurement : il imaginait par avance les embrassades généreuses des pacifistes et des socialisants de tous poils; il croyait déjà entendre le trémolo des ténors de tribunes officielles...* »

« *L'idée que le prolétariat actuel pourrait faire obstacle aux forces de guerre, lui semblait absurde...* »

Pour lui, la guerre porte en elle la Révolution, pourvu que le Parti sache l'utiliser. Et, quand le 29 juillet, il tiendra dans ses mains les documents qui donnent quelque chance au pacifisme, il les dissimulera, puis les détruira. Il veut « *susciter le plus de troubles possibles ! Gêner, au maximum, les projets des gouvernements ! A condition, toutefois, de ne pas dépasser le but; d'éviter toute manœuvre trop efficace, qui risquerait de retarder la guerre.* »

Qui ne retrouverait dans l'opposition entre Jacques et Meynestrel, l'opposition qui a dressé, et dresse plus que jamais, l'un contre l'autre « les pacifistes » et les « communistes » ? Ces derniers, comme Meynestrel, jouent sentimentalement sur le pacifisme des masses pour prendre prise sur elles, mais en fait ils laissent venir — s'il n'espèrent — la guerre qui préparera la Révolution — c'est-à-dire, en 1938, cette caricature de la Révolution : la dictature du parti stalinien !

Si au 28 juin, le groupe de Genève a senti l'importance décisive de l'attentat de Sarajevo, le monde continue à somnoler et Roger Martin du Gard va nous montrer la quiétude du monde bourgeois qui, croyant en l'éternité, baigne dans son optimisme ignorant.

Au centre de ce monde bourgeois, s'affirme, solide et carré, l'aîné de Jacques, Antoine Thibault, bourgeois renté, indifférent à tout sentimentalisme, pour qui l'amour n'est que sensualité et la politique travail de spécialiste, auquel les profanes ne doivent point se mêler, car il est lui-même docteur spécialiste !

Autour de lui, un groupe d'hommes de sciences: aides, collaborateurs ou maîtres. Toute la gamme de l'humanité spécialisée, qui a sur tout sujet assez de « clartés » pour trouver de bonnes raisons à suivre les grands courants : du petit Roy, vaillant gamin d'Action française, à l'académicien Philip qui crève les bobards d'un sceptique « *C'est encore une vue de l'esprit* », tout en se frottant les mains, et aussi Rumelles, diplomate fatigué, qui cherche dans les piqûres la force de plastronner, optimiste, devant les curieux, mais s'effondre dans les bras de son docteur :

« *Ce qui est effarant, mon cher, c'est que, sous ses apparences, il n'y a peut-être qu'un jeu ! En ce moment, ce qui se passe en Europe, ce n'est peut-être pas autre chose qu'une monumentale partie de poker, où chacun cherche à gagner par intimidation... Comme au poker : ceux qui blufferont le mieux, le plus longtemps, gagneront... Seulement, comme au poker, personne ne connaît les cartes du voisin...* »

Et le 30 juillet, il dira :

*Les choses ont l'air d'*AVOIR ÉCHAPPÉ... *d'aller toutes seules... sans qu'on les dirige, sans que personne les veuille... Personne... Ni les ministres, ni les rois. Personne qu'on puisse nommer... Nous avons tous l'impression d'être débordés, d'être dépossédés, d'être désarmés, d'être joués... sans savoir comment, ni par qui... Chacun fait ce qu'il a dit qu'il ne ferait pas; ce que, la veille, il ne voulait absolument pas faire...* »

⁂

Jacques évolue de ce milieu bourgeois à son milieu internationaliste et à chaque contact la guerre s'est rapprochée menaçante. En mission, il va à Vienne, il va à Berlin, il est à Bruxelles le 29 juillet, à Paris, il est au *Libertaire*, il est à l'*Humanité*, il approche les acteurs du grand drame.

Et tous les personnages qu'il côtoie, de Jaurès à l'humble typo anarchiste, ce ne sont pas des « roblots » chargés d'apporter une fiche documentaire sur le drame, tous ils sont des hommes vivants, qui souffrent dans leur esprit et jusque dans leur chair, le document qu'ils apportent. Et Jacques lui-même n'est point le grand fichier où viennent se dépouiller les documents des quatre coins de l'Europe, il est un être douloureux, qui vit son propre drame à travers le drame de l'Europe. Il a retrouvé une compagne d'adolescence, Jenny, qu'il avait fui quatre ans auparavant, il la poursuit, il la conduit dans le tourbillon de la lutte pacifiste et il la fait sienne de corps et de pensée...

Et, brusquement, le tonnerre de la guerre est sur leur bonheur naissant. Jaurès tombe à leurs côtés et là il faut dire avec quelle simplicité pathétique, Roger Martin du Gard raconte cette mort de l'homme qui couvrait son époque :

« *Des amis avaient soulevé le corps, l'emportaient avec précaution, pour le coucher sur deux tables, rapprochées en hâte. Jacques cherchait à voir. Mais, autour du blessé, l'attroupement devenait de plus en plus compact. Il ne distingua qu'un coin de marbre blanc et deux semelles dressées, poussiéreuses, énormes.* »

Alors il ne reste à Jacques qu'à faire le tour des aveuglés, des lâches et des déserteurs. Les bourgeois courent à leur devoir quelle que fût la nuance de leur pensée. Les chefs de l'Internationale renoncent à la lutte et les travailleurs se pressent vers leurs casernes...

Isolés, quelques hommes y voient clair. Mais rien ne leur permet d'agir. Contre le courant qui les débordent ils ne peuvent rien — qu'attendre.

Jacques, lui, n'a pas la force du véritable révolutionnaire : il ne sait pas attendre une situation nouvelle et cette situation la préparer petitement, patiemment, pas plus qu'individualiste en révolte, il ne peut pas descendre avec les camarades mortels le courant patriotique. Malgré son affection pour son frère, malgré son amour pour Jenny, il se sent seul parmi l'écroulement de tous ses espoirs, et il va tenter d'échapper à lui-même et aux autres en se singularisant par un acte contre la guerre.

Il va vers l'héroïsme individuel, comme un halluciné — une épave qui se ferait illusion.

Et il rencontre une autre épave : Meynestrel. Le Pilote, qui disait à la « petite Freda » : « Pour nous, l'amour n'est rien », a vu Freda ne plus rentrer un soir, et il a tenté et manqué son suicide.

Alors, sur leurs désespoirs et leur orgueil, les deux hommes vont tenter leur suicide héroïque.

Tous deux s'envolent de Suisse vers l'Alsace, jeter aux combattants des deux nations des tracts contre le massacre, pour la révolte.

C'est le 10 août.

L'avion s'abat. Meneystrel est grillé. Jacques pantelant est zigouillé comme un espion par un gendarme :

« *...cette tempe qui s'offre à plat.*

« *Marjoulat ne regarde pas. Il crispe les paupières, les mâchoires, allonge le bras. Le canon touche quelque chose. Les cheveux? L'oreille? Pour se donner le courage — pour se justifier aussi — les dents serrés, il crie :*

« *Fumier !* » *Cri et coup sont partis en même temps...* »

⁂

Ce que ce compte rendu ne montre pas assez encore, c'est que Roger Martin du Gard a rempli sa tâche d'écrivain comme un bon et loyal ouvrier. Il a compris ce qu'il voulait rendre sensible aux lecteurs. Et il s'est mis à la besogne lentement, patiemment, irrésistiblement, pour montrer la réaction des hommes devant la guerre.

Ici, pas de propagande .

Personne n'est accusé et tout le monde se trouve l'être : les gouvernants — la bourgeoisie moutonnière — les leaders prolétariens et le prolétariat aussi moutonnier que la bourgeoisie.

Culpabilité de ceux qui ont voulu la guerre comme de ceux qui, pouvant l'arrêter en croisant les bras, se sont laissés emporter par elle.

Œuvre d'un loyal ouvrier qui ne cherche à complaire à personne, pas plus qu'il ne cherche la virtuosité du style et les feux d'artifice de l'expression dans le clair-obscur des à peu près.

Œuvre efficace.

Œuvre précieuse pour nous.

Il faut la lire pour savoir comment le socialisme et l'humanité ont failli en 1914; pour savoir au plus profond de nous-mêmes que nous avons raison, en 1938 — raisonnablement raison — en luttant contre le monstre qui sort à nouveau des hommes pour se retourner contre l'homme; en poussant devant lui les mêmes nuages de mensonges intéressés et de mensonges idéologiques, j'allais écrire de mensonges mystiques.

Ce monstre, nous ne savons pas s'il sera sur nous à la fin de ce mois ou à la fin de cet an. Nous savons bien que ce ne sont pas nos faibles forces qui l'arrêteront. Nous savons bien que les gestes individuels sont, face à lui, d'une inutilité éternelle. mais il nous appartient d'être chacun à notre place, ceux qui continuent la lutte — et qui la recommenceront s'il le faut toute neuve après la défaite possible.

Pour cela, voir clair.

B. GIAUFFRET.

# CENTRE SYNDICAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE

## Le geste quotidien

De jeunes militants, confiants en notre expérience, nous demandent quelquefois des conseils. Entre autres, nous leur donnons celui-ci :

« *Habitue-toi à exécuter, chaque jour, un geste en faveur de la paix. Et quelles que soient les difficultés, dis-toi bien qu'en définitive le dernier mot reste à la paix. Même quand elle est recherchée par les hommes jusque dans la guerre..* »

Ces gestes quotidiens ne nécessitent d'autre qualité que la volonté d'agir.

C'est un tract que l'on abandonne dans l'autobus. C'est une « Feuille hebdomadaire » passée à son voisin. C'est une brochure prêtée. C'est une carte postale expédiée. C'est une conversation avec ses amis. C'est une courte déclaration à la tribune de son syndicat. C'est l'aide et l'encouragement apportés au camarade qui l'a fait pour vous. C'est l'organisation sans vain tapage, d'un noyau de pacifistes actifs. C'est la suppression d'un apéritif pour offrir cent sous à l'action pacifiste. C'est...

C'est trois cents gestes par an additionnés par milliers, qui feront que cette action sera insaisissable et indestructible.

C'est l'application des principes fédéralistes et démocratiques du syndicalisme qui font du « centre » non le centre exclusif de l'action, mais l'organisme de coordination et de liaison.

Que l'activité et les ressources de chacun soient diversement sollicitées, nous n'en doutons pas. Mais il s'agit de satisfaire d'abord aux actions les plus urgentes.

Or, dans les conjonctures actuelles, on admettra sans réserve, qu'au premier rang de celles-ci se place l'action contre la guerre.

## « LES AMIS DE PAUL DUSSAC »

Reçu du 1er au 15 juillet : M. D. (Loire) 30; R. Croze 100; Daniel Guérin, 50; Louise et Maurice Chambelland, 20; E. R. (Privas) 10; Anonyme, 58. Total : 268 fr. Listes précédentes : 2.102 fr. Recettes totales : 2.370 francs.

Dépensé du 1er au 15 juillet : Acompte sur pension, 500; 2 semaines de chambre (solde) 60; argent de poche 40; remis pour voyage 50. — Total : 650 fr. Dépenses précédentes, 1.720 fr. Dépenses totales : 2.370 francs.

Il ne nous reste plus rien en caisse, et nous devons encore, pour solder la pension de Pierre Dussac, au 15 juillet, 630 francs.

Envoyez votre obole à Chambelland, 3, place Séverine, le Pré-Saint-Gervais (Seine). Compte chèque postal : 2065-09 Paris.

## POUR LE RESPECT DU DROIT D'ASILE !

### Nouvelles adhésions à la déclaration

« *... Fidèles à cet exemple, les soussignés déclarent qu'ils ne tiendront personnellement aucun compte d'un décret-loi illégal, inhumain, contraire aux plus nobles traditions de notre pays* » :

ARNAUD, agrégé de l'Université; BIOUD, maître d'internat; Yvonne CAZES; CHALET, agrégé de l'Université; CRESPO, secrétaire du syndicat des Métaux d'Alger; Jean DUMAS, représentant; FLET, instituteur; Simone et Raymond MOULIN.

*Le gérant :* M. CHAMBELLAND. Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

*VIENT DE PARAITRE AUX EDITIONS DU SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DU RHONE :*

L. Emery

**1918-1938 : PANORAMA DE VINGT ANNEES**

# La Paix qui n'est pas encore faite...

*Les traités de 1919. — De Clemenceau à Poincaré. — Locarno et les tentatives de négociation. — La faillite des réparations et du désarmement. — L'essai de reconstitution d'un front antiallemand. — La dislocation du front de Stresa et l'échec de la sécurité collective. — La désagrégation de la S.D.N. — Retour à la tradition. — Conclusions et documents.*

◆

Une brochure de 32 pages : 2 francs. Les 5 brochures : 7 francs. Les 10 : 12 francs. Les 100 : 90 francs. Commandes à André Lavenir, 2, rue Maurice-Boucher, Lyon (VII^e^); chèque postal Lyon N° 4.34.

---

Georges Dumoulin

*Ancien secrétaire de la C.G.T.,*

*Secrétaire de l'Union des Syndicats du Nord*

◆

# Carnets de route

**QUARANTE ANNEES DE VIE MILITANTE**

*Préface de RENE BELIN*

◆

Editions de « L'Avenir », 23, place Rihour, à Lille. — Un volume de 320 pages, avec huit hors-texte : 15 francs. Franco : 16 francs; chèque postal N° 503.55 Lille.

En vente à « Syndicats », 8 boulevard Magenta, Paris (X^e^).

*Une merveille d'art qui est un document*

# 31 ESTAMPES DE SIM

Magnifique album édité par la F.A.I. sur la Révolution espagnole du 19 juillet 36

En vente aux bureaux de la *R. P.* Prix : 10 francs; franco : 13 francs

**Sont également en vente à la « R. P. » :**

BORIS SOUVARINE : **Cauchemar en U.R.S.S.** ..... 2.—

GROUPE INTERNATIONAL (marxistes-léninistes) : **De la Révolution de Lénine à la contre-révolution de Staline** ..... 2.50

ANNE DARBOIS : **Pourquoi j'ai quitté « Nouvel âge »** ..... 5.—

JOAQUIN MAURIN : **Révolution et contre-révolution en Espagne** 15.—

DANIEL GUERIN : **Fascisme et grand capital** ..... 18.—

ALFRED ROSMER : **Le mouvement ouvrier pendant la guerre** .... 36.—

**Ainsi que les éditions de la « R. P. » :**

YVON : **Ce qu'est devenue la Révolution russe** ..... 2.50

HORRABIN : **Précis de géographie économique** ..... 9.—

LOUZON : **L'économie capitaliste** ..... 12.—

CHAMBELLAND : **Le statut moderne du travail** ..... 0.50